

Les approches fondées sur les moyens d'existence durables ont-elles un effet positif sur la pauvreté rurale?

Revue et Analyse de douze études de cas



Constance Neely, Kirsten Sutherland et Jan Johnson

Octobre 2004

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION



Programme d'Appui aux Moyens d'Existence (LSP)

Un Programme interdépartemental pour l'amélioration du soutien
aux moyens d'existence de la population rurale pauvre.

Les approches fondées sur les moyens d'existence durables ont-elles un effet positif sur la pauvreté rurale ?

Revue et analyse de 12 études de cas

Constance Neely, Kirsten Sutherland et Jan Johnson

Octobre 2004

Photographie de la couverture Ian Cherrett, Développement rural Projet Lempira Sur, Honduras

Avertissement: *“Ce document a été réalisé sous contrat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les positions et les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO”*

En 2003, au cours de sa 17ème session, le Comité de l'agriculture de la FAO (COAG) a discuté du rôle des approches fondées sur les moyens d'existence durables dans les programmes et les projets FAO. Le Comité a ainsi invité la FAO « identifier et documenter à l'aide d'exemples spécifiques dans les cas où les applications des approches fondées sur les moyens d'existence durables sont parvenues au succès en réduisant la pauvreté rural ». Dans son effort initial pour répondre à cette demande, le Programme d'appui aux moyens d'existence a soutenu l'étude sur documents réalisée dans le fascicule.

Le Programme d'appui aux moyens d'existence

Le Programme d'appui aux moyens d'existence (LSP) a été créé sur la base du fait que la FAO pourrait avoir un plus grand impact sur la réduction de la pauvreté et l'insécurité alimentaire, si sa richesse en matière d'expertise et d'expérience était intégrée dans une approche d'équipe plus flexible et plus orientée vers la demande des populations rurales.

Le programme fonctionne via des équipes de fonctionnaires de la FAO, intéressés à des thèmes spécifiques dans le contexte des approches relatives aux moyens d'existence durables. Ces équipes interdisciplinaires et interdépartementales cherchent d'intégrer les principes des moyens d'existence durables dans le travail de la FAO au siège aussi bien que sur le terrain. Ces approches bénéficient des expériences de la FAO ainsi que d'autres organismes de développement.

Le Programme fonctionne de façon expérimentale tant pour le modèle du travail d'équipe que pour l'application des principes des approches relatives aux moyens d'existence.

Des informations complémentaires sur le LSP se trouvent à la dernière page de ce document.

Courriel: lsp@fao.org

De l'extérieur de la FAO:

http://www.fao.org/sd/dim_pe4/pe4_040501_en.htm

De l'intérieur de la FAO:

<http://intranet.fao.org/en/departments/sd/en/projects/lsp/index.html>

TABLE DES MATIÈRES

1	POURQUOI FAISONS NOUS CELA?.....	1
1.1	Contexte	1
1.2	But et objectifs	1
1.3	Méthodologie	2
1.4	Etudes de cas passés en revue	2
1.5	Critères pour définir l'approche fondée sur les moyens d'existence durables	5
1.6	Hypothèses concernant les principes spécifiques des MED-	6
1.7	Indicateurs généraux de réduction de la pauvreté	8
1.8	A la recherche de témoignages d'effets positifs sur les ruraux pauvres	9
2	TÉMOIGNAGES DES EFFETS	10
2.1	Réduction de la pauvreté, , amélioration de la résistance et durabilité à long terme	10
2.1.1	Réduction de la pauvreté	10
2.1.2	Amélioration et réduction de la vulnérabilité	13
2.1.3	Durabilité à long terme	14
2.2	Relations entre l'utilisation des principes relatifs aux moyens d'existence durables et les témoignages de changements positifs.....	15
2.2.1	Analyse du contexte de vulnérabilité.....	16
2.2.2	Constitution de biens	19
2.2.3	Focalisation sur les moyens d'existence.....	
2.2.4	Bonne gouvernance	21
2.2.5	Inclusion sociale et responsabilisation	24
2.2.6	Participation	28
2.2.7	Partenariats & liens macro-micro sur plusieurs niveaux	29
2.3	Aspects qui limitent l'adoption des changements positifs.....	29
2.4	Contraintes liées au projet.....	30
2.4.1	Participation, inclusion sociale et renforcement des stratégies relatives aux moyens d'existence des pauvres	30
2.4.2	Problèmes concernant la désagrégation des interventions de projet.....	30
2.4.3	Problèmes concernant la responsabilisation	31
2.4.4	Problèmes concernant les interventions holistiques, l'amélioration à la résistance, et la capacité de résister aux chocs	31
2.4.5	Problèmes concernant l'utilisation du dynamisme et de la flexibilité	32
2.4.6	Problèmes concernant la bonne gouvernance et les institutions et les liens macro-micro.....	32

2.5	Contraintes plus vastes.....	32
2.5.1	Questions concernant le partenariat	32
3	PRINCIPES OPERATIONNELS	34
Impact du projet MED sur les ruraux pauvres - leçons tirées de 12 études de cas		
3.1	Lier les principes MED aux actions de soutien.....	34
3.2	Liaison de l'emploi de MED aux activités et aux résultats: le cas de WIN au Népal.....	36
3.3	Ne pas commettre d'erreurs: quand faire le travail et avec qui le faire ?.....	37
3.4	Quand les principes spécifiques étaient le plus en évidence?	37
3.5	Un modèle institutionnel semblable partagé par plusieurs projets réussis	40
4	QUELLES SONT LES IMPLICATIONS ET LES LEÇONS APPRISES?	44
4.1	Que croyons-nous savoir?.....	44
4.2	Que ne savons-nous pas ?	50
5	AU LIEU D'UNE CONCLUSION.....	52
5.1	Résultats.....	52
5.2	Problèmes naissant et aperçus.....	53
5.3	La direction à prendre	54
6	SOURCES D' INFORMATION	55
6.1	Références et documents pris en examen	55
6.2	Contacts et entretiens	59
6.3	ACRONYMES	61

Les approches fondées sur les moyens d'existence durables ont-elles un effet positif sur la pauvreté rurale? Revue et analyse de 12 études de cas

Constance Neely, Kirsten Sutherland et Jan Johnson

1 Pourquoi faisons nous cela?

1.1 Contexte

Les approches fondées sur les moyens d'existence (MED) apparaissent comme moyens de réduction plus efficaces et plus appropriés pour la réduction de la pauvreté grâce à la compréhension de la pauvreté du point de vue des pauvres. Conçue à l'origine dans les années 1980, dans le contexte des Systèmes d'exploitation agricoles, de recherche et d'éducation, l'approche a été développée dans les années 1990 par le Département du développement international (DFID) et s'est stabilisée en tant que MED vers la fin des années 1990 avec le Département du développement international (DFID) (Carney, 1998; 1999). Un certain nombre d'organisations a employé le Cadre d'approches des moyens d'existence durables. Le cadre a été utilisé comme une structure de programmation (PNUD); pour la programmation d'analyses, la planification, le suivi et l'évaluation (CARE Household Livelihood Security); et pour l'intégration de la durabilité de l'environnement (L'approche MED pour la réduction de la pauvreté, SIDA; Carney, 1999). Le Département du développement international (DFID) a tenté de faire progresser les résultats de la réduction de la pauvreté par le biais de l'intégration de bons principes de développement associés aux MED(centrés sur les populations, la sensibilité, comportant plusieurs niveaux et conduits en partenariat, durable et dynamique) et en appliquant une approche holistique dans la programmation des activités de soutien pour assurer l'importance à l'amélioration des moyens d'existence des populations. Bien qu'il y ait eu une évolution dans les principes qui peuvent être inclus dans les MED et le cadre et une acceptation de la façon dont ceux-ci reflètent les bonnes pratiques en matière de développement, la question demeure: « la pauvreté est-elle réduite ? »

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'est basée sur les MED pour trouver des solutions pour améliorer les moyens d'existence durables des habitants des campagnes. En 2003, au cours de sa 17^{ème} session, le Comité de l'agriculture de la FAO (COAG) a discuté du rôle des approches fondées sur les moyens d'existence dans les programmes et les projets FAO. Le Comité a ainsi invité la FAO à identifier et à documenter à l'aide d'exemples spécifiques dans lesquels les applications des approches fondées sur les moyens d'existence ont porté au succès en réduisant la pauvreté rurale ». Dans son effort initial pour répondre à cette demande le Programme d'appui relatif aux moyens d'existence a soutenu l'étude sur documents réalisée dans ce fascicule.

1.2 But et objectifs

Ce document analyse les études de cas de projets qui font appel à une approche fondée sur les moyens d'existence durables ou des principes fondés sur des moyens d'existence durables et dans lesquels on peut mesurer les effets de la réduction de la pauvreté. Ce document n'est pas une étude

comparative entre une approche fondée sur les moyens d'existence et une approche non fondée sur les moyens d'existence et en tant que tels, les développements de cas « traditionnels » n'ont pas été pris en considération.

Le document, même s'il ne fait pas partie de la requête spécifique du COAG, tente également d'identifier les éléments opérationnels et institutionnels qui étaient cohérents parmi les cas dont les effets ont été fructueux auprès des ruraux pauvres

1.3 Méthodologie

Ce document de travail a été réalisé à partir d'une recherche documentaire effectuée au siège de la FAO à Rome. L'étude se compose essentiellement de l'examen de documents d'études de cas de projets existant, réalisés avec la contribution des membres d'une équipe d'étude supplémentaire et de participants à une réunion de mise à jour qui s'est tenue à la FAO en avril 2004. Les études de cas correspondent à différentes régions ; elles comportent différents points d'entrée sectoriels et on a cherché les échelles de priorités à l'intérieur et à l'extérieur de la FAO. Ceux qui ont été retenus parce qu'ils contiennent suffisamment de données pour affronter des évaluations utiles sont énumérés dans la Boîte 1.

D'autres contributions ont été recherchées grâce à des entretiens et des échanges de courriel avec les experts des études de cas pris en examen (section 6.2). Un long résumé de chaque cas passé en revue ainsi que d'autres ressources sont disponibles dans les Supplemental Materials, qui a été publié séparément de façon à ce que le présent document conserve une taille raisonnable.

Le Programme d'appui aux moyens d'existence de la FAO et les co-sponsors du People Centred Development Day se sont engagés dans cette étude par le biais d'un examen préliminaire des résultats et d'un atelier pour valoriser l'analyse des résultats. Cette étude a été qualifiée d'« étude de documents avec suivi » et on la considère comme fondamentale pour la réalisation d'activités supplémentaires connexes.

1.4 Etudes de cas passés en revue

Pays	Projet	Organe d'exécution	Point d'impact	Calendrier
Bangladesh	Renforcer l'accès des ménages aux Services de vulgarisation de Bari Garden (SHABGE)	CARE	Agriculture	1999-2004
Bolivie	Projet interregional de développement et de conservation participatifs des terres d'altitude	Gouvernement italien/FAO	Gestion intégrée des bassins versants	1992-2000 (trois phases)
Cambodge	Gestion participative des ressources naturelles dans la région de Tonle Sap	FAO/ Gouvernement cambodgien	Pêches et forêts communautaires	1995-2004 (en cours)
Ethiopie	Le programme de développement rural intégré de Ruba Lomine	Oxfam	Agriculture	1995-2002
Gambie	Programme de développement agricole des basses terres (LADEP)	FIDA	Agriculture	1996-2004
Honduras	Projet de développement rural de Lempira Sur Project (PROLESUR)	FAO	Agriculture	1994-2002

Indonésie	DELIVERI – Services d'élevage décentralisés en Indonésie orientale	DFID	Services d'élevage	1996-2001
Myanmar	Sécurité alimentaire écologiquement durable et création de micro-revenus dans les zones de bassins versants critiques	FAO/ Département des forêts du Gouvernement de Myanmar	Sécurité alimentaire; Remise en état des ressources naturelles, création de revenus	1999-2002
Népal	Prise en charge par les femmes de la gestion de l'irrigation et des ressources naturelles pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé (WIN)	FAO	Irrigation, santé, Nutrition	1999-2003
Pakistan	Projet interregional de développement et de conservation participatifs des terres d'altitude	FAO/ Gouvernement pakistanais	gestion intégrée des bassins versants	1992-1999
Yémen	Programme de développement régional communautaire (CBRDP)	FAO	Entreprises communautaires	1998-2003
Zambie	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages par la responsabilisation des communautés de la vallée de Luapula	FAO	Agriculture	1996-2001

L'analyse des études de cas a été déployée en trois étapes afin de répondre aux critères de MED, d'évaluer l'effet sur la pauvreté rurale et de déterminer la valeur ajoutée de l'approche fondée sur les moyens d'existence durables au moment du choc.

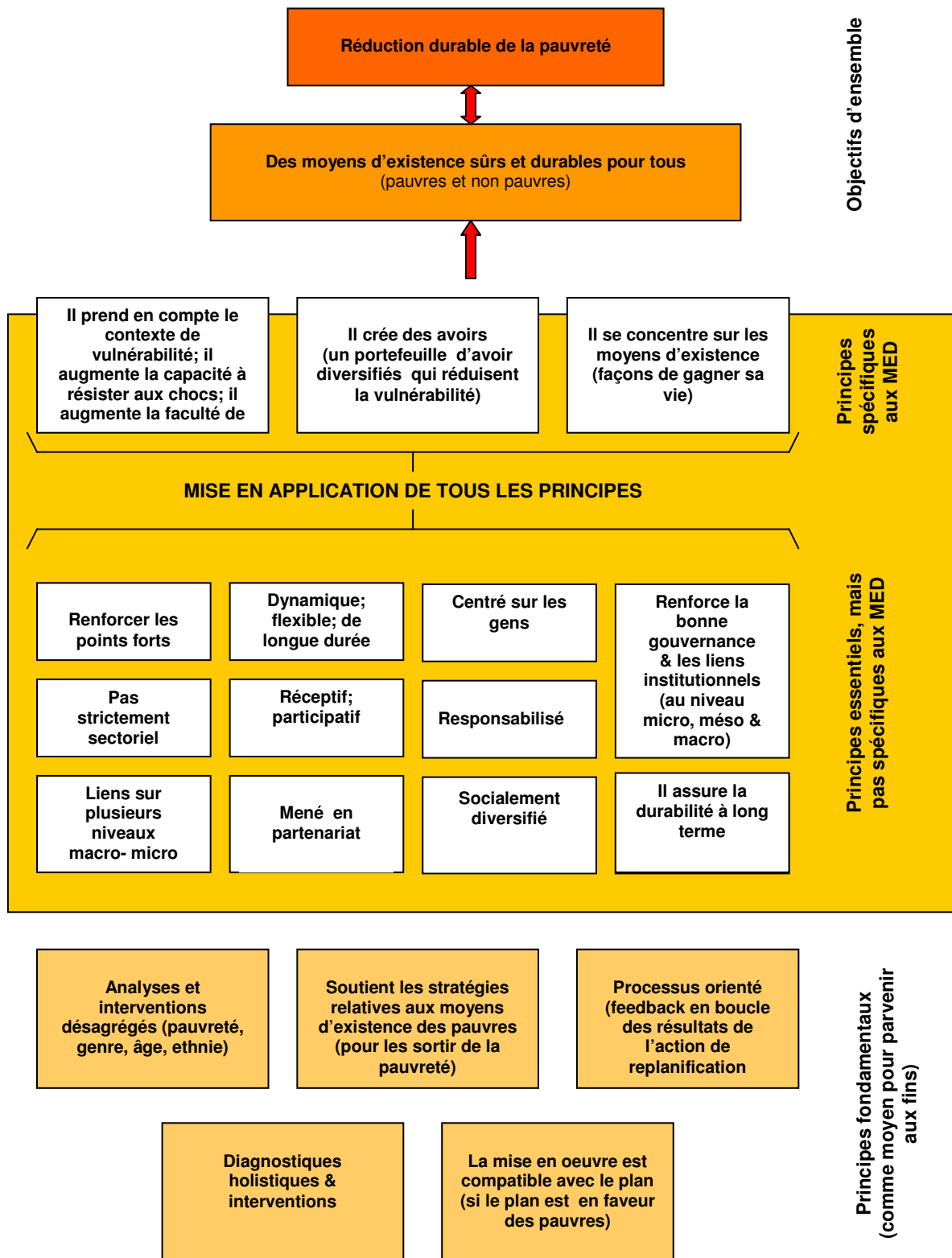
La première étape a été de vérifier si les projets utilisés comprenaient un nombre suffisant de principes MED pour qu'on puisse les considérer « en rapport avec les moyens d'existence durables ». Dans cette optique, des critères essentiels pour définir les MED ont été identifiés et catalogués en fonction de leur importance par rapport à l'approche (Tableau 1). Ces critères ont été utilisés pour déterminer les projets à inclure dans l'étude. Quelques cas, parmi ceux sélectionnés, ont été conçus de façon spécifique pour mettre en oeuvre une approche fondée sur les moyens d'existence durables, mais tous ceux retenus comprenaient la plupart des principes relatifs aux moyens d'existence durables.

La deuxième étape de cette analyse a impliqué l'évaluation des impacts que chaque projet a eu sur la pauvreté rurale et les résultats de cette évaluation représentent l'essentiel de ce document.

En conséquence, la troisième étape a été conçue pour discuter la valeur ajoutée de l'approche MED dans la réduction de la pauvreté. On a procédé en utilisant les résultats d'une étape préalable avec un ensemble d'hypothèses qui affrontent les principes spécifiques des MED qui ont été développés par l'équipe de participants à cette étude supplémentaire (Boîte 2).

Cependant, la mesure dans laquelle le rapport traite de chacune de ces hypothèses est limité d'une part, du fait qu'il ne s'agit pas d'une étude comparative avec les approches de développement qui ne "sont pas MED" et d'autre part par le manque de matériel d'évaluation détaillé disponible dans la majeure partie des projets. Ces hypothèses sont discutées plus en avant, dans les leçons apprises dans la Section 3.0. On peut trouver à l'Annexe 1.2 un ensemble complet de principes et d'hypothèses ainsi que d'indicateurs

1.5 Critères pour définir une approche fondée sur des moyens d'existence durables¹



1.6 Hypothèses concernant les principes MED spécifiques

Principe	Hypothèse/s correspondante/s
Prendre en compte la vulnérabilité et augmenter la faculté de récupération	<ul style="list-style-type: none">– Projets qui prennent en compte le contexte de vulnérabilité en réduisant la vulnérabilité alors qu'ils renforcent la capacité individuelle et collective de résister aux chocs, ils sont plus efficaces car ils permettent aux pauvres de sortir de leur pauvreté alors que les approches ignorent le contexte de vulnérabilité
Créer des avoirs	<ul style="list-style-type: none">– Parce que la détention de biens réduit la vulnérabilité face aux chocs, les projets qui créent des biens pour les gens sont plus efficaces dans la réduction de la pauvreté que les projets qui se concentrent exclusivement sur l'augmentation du revenu sans distinction en ce qui concerne la possession et la répartition des biens– Pour réduire la pauvreté sur une base durable, ce n'est pas suffisant pour augmenter le revenu des ménages au dessus du seuil national de pauvreté; il est également important pour les ménages d'avoir la capacité de ne pas sombrer dans la pauvreté quand ils sont exposés aux chocs– Des projets qui créent un capital social et humain pour les ruraux en plus de la création de leur capital physique, financier et naturel sont plus efficaces dans la réduction de la pauvreté que ceux qui négligent le capital social et humain alors qu'ils édifient d'autres types de capitaux
Se concentrer sur les moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none">- Les projets qui se concentrent sur les moyens d'existence sont plus efficaces dans la réduction de la pauvreté que les projets qui tentent de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique ou à l'amélioration de l'accès aux infrastructures et aux services sociaux sans faire de distinction en ce qui concerne la façon dont les gens pauvres organisent leur vie

Les 12 études de cas passées en revue jusqu'ici pour la préparation de ce document ont été choisies parce qu'elles reflètent différents partenaires engagés et différents cadres géographiques. On a souhaité que l'étude comprenne une vaste gamme de points d'entrée sectoriels. Cependant, le fait de réduire la pauvreté parmi les populations rurales est souvent fortement lié à la sécurité alimentaire, la majorité ayant tendance à se concentrer sur l'agriculture. Toutefois, dans quelques cas de multiples points d'entrée ont été pris en compte de façon simultanée.

On a accordé la préférence aux projets qui avaient été mis en place depuis suffisamment longtemps afin que l'on puisse voir les résultats et dans le meilleur des cas, ceux qui avaient subi un processus d'évaluation. En général les résultats du suivi et de l'évaluation (M&E) et du suivi et de l'évaluation des stratégies participatives (PM&E) ont donné des résultats hétéroclites. La qualité, le type d'évaluation et le processus rapportés sont fortement variables et ce qui signifie que dans de nombreux cas les données "normatives" et sur la réduction de la pauvreté étaient contradictoires et parfois même indisponibles². Le fait que la solidité des résultats rapportés et que les effets pour bon nombre de ces projets devrait être considérés comme indicatifs plutôt que comme fermement avérés, a clairement posé des limites aux analyses données ici. Ainsi, bien que nous ayons tenté de faire la meilleure utilisation possible du matériel à notre disposition, nos conclusions sont délibérément provisoires, non définitives.

¹ Résultat d'une session de brainstorming LSP qui s'est tenue le 2 février 2004.

² Voir la section intitulée "Que croyons-nous savoir?" et l'Annexe 1.1 pour un compte rendu complet des processus d'évaluations participatives adoptées pour chacune des études de cas. Pour l'obtenir veuillez écrire à lsp@fao.org.

Dans la plupart des études de cas celle-ci n'ont pas été identifiées la réduction de la pauvreté de façon spécifique comme un objectif du projet bien qu'elle ait été adoptée comme principe fondamental qui sous-tend à la nature des projets. Il est important de remarquer que les cas n'ont pas été pris en examen pour évaluer si les exécuteurs du projet sont parvenus à leurs cibles et atteints leurs objectifs originaux. Les cas ont été plutôt examinés par le biais de la superposition de la réduction de la pauvreté et d'une loupe qui prend en compte les moyens d'existence durables.

1.7 Indicateurs généraux de la réduction de la pauvreté

Des mesures générales de réduction de la pauvreté comprennent historiquement des augmentations de revenus et la sécurité alimentaire, cependant, une définition plus vaste de la réduction de la pauvreté comprend également des éléments très divers comme la capacité et le pouvoir. (Boîte 3). L'approche MED qui est fondée sur les principes de création de biens et de concentration sur les moyens d'existence comprennent également des principes de vulnérabilité réduite et de durabilité comme étant fondamentaux pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté. Par la suite, dans l'objectif de ce document, la réduction de la pauvreté sera présentée comme témoignage (ou par absence de témoignage) de réduction de la vulnérabilité et de durabilité à long terme (voir Boîte 4).

Boîte 3. Définitions des moyens d'existence et de la pauvreté

Définition – Les moyens d'existence: les moyens d'existence sont les capacités, (à la fois les ressources matérielles et sociales) et les activités nécessaires à un individu pour gagner sa vie. Les moyens d'existence sont durables lorsqu'on est en mesure de supporter les tensions et de se remettre des chocs, de conserver ou d'améliorer ses capacités et ses biens sans pour autant compromettre la base de ressources naturelles. (DFID, 1999).

Définition – Pauvreté: "La pauvreté est une condition humaine caractérisée par la privation soutenue ou chronique des ressources, des capacités, des choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaire pour la jouissance d'un niveau de vie suffisant ainsi que d'autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux ». (Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels, 2001).

Boîte 4

1.8 A la recherche d'un témoignage des effets positifs sur la pauvreté rurale

Indicateurs généraux de réduction de la pauvreté

- *Amélioration des niveaux de salaires des pauvres et des non pauvres*
- *Changements dans la sécurité alimentaire des ménages*
- *Amélioration des besoins élémentaires (logement, santé, nutrition)*
- *Changements dans la répartition des salaires et diminution des inégalités*
- *Diversification des sources de revenus*
- *Changements dans la sécurité des salaires*
- *Amélioration des droits humains*
- *Accroissement de l'accès aux biens publics et aux services*
- *Augmentation des rendements*
- *Changements en matière de consommation et de régime alimentaire*
- *Amélioration de la qualité de la vie*

Indicateurs de l'augmentation des facultés de récupération et réduction de la vulnérabilité/inconstance

- *Une réduction de fréquence/ gravité des chocs.*
- *Une augmentation dans le risque de capacité de réaction.*
- *Une augmentation de la capacité de s'adapter aux chocs naturels et économiques.*
- *Une augmentation de la capacité de s'adapter à la saisonnalité (IMM, 2004)*

Indicateurs de durabilité à long terme

- *Augmentation dans la durabilité de l'environnement*
- *Réduction de résolution de conflits, augmentation de la paix*
- *Changements qui reflètent la durabilité des moyens d'existence*
- *Soutien des activités après projet*
- *Soutien des changements institutionnels après projet*
- *Soutien de la réduction de la pauvreté après projet*
- *Soutien ou révocation permanente de l'exclusion sociale de certains groupes*
- *Affrontement des inégalités auxquelles font face les groupes désavantagés*

2 Témoignage des effets

2.1 Réduction de la pauvreté, augmentation de la capacité de réaction et durabilité à long terme

Cette partie offre une vue d'ensemble générale des différents témoignages concernant la réduction de la pauvreté, l'augmentation de la capacité de réaction et la durabilité à long terme que l'on a examiné dans les études de cas. Elle est suivie d'une discussion sur le niveau auquel les cas qui ont démontré des effets positifs sur les ruraux pauvres ont appliqué ou intégré les principes des moyens d'existence durables. La majorité des études de cas sont décrites brièvement dans les encadrés tout au long de la section 2.0 tandis que l'on peut trouver des informations supplémentaires dans les résumés des études de cas (disponibles dans des documents annexes imprimés séparément).

2.1.1 Réduction de la pauvreté

Le tableau 1 offre une vue d'ensemble de la façon dont les cas ont démontré des améliorations dans la vie des populations rurales pauvres par le biais de l'augmentation du salaire, la diversification des sources de revenus, les changements dans la distribution des revenus, l'amélioration des besoins élémentaires et des services, l'accès aux ressources productives, l'augmentation du rendement agricole et les changements dans la sécurité alimentaire des ménages. L'échelle à laquelle ces améliorations ont été effectuées diffère énormément parmi les cas et il a souvent été difficile de trouver le nombre et les différents bénéficiaires à partir des informations disponibles.

Tableau 1. Témoignage général des effets sur les indicateurs de pauvreté sélectionnés

	Profil du pays ³	revenu	Diversification des revenus	Répartition des revenus	Accès aux Nécessités/Services	Accès aux ressources productives	Rendements	HH FS ⁴
Effets positifs importants sur les ruraux pauvres	Honduras	↑	Oui	★	Services financiers, Instruction Logement Hygiène Irrigation	Jeunes plantes	↑	↑
	Népal	↑	oui	★	Nutrition Hygiène, Instruction	Eau, arbres, semences	↑	↑
	Yémen	↑	Oui		Services financiers, Alphabétisation, Santé	Matériaux IGA	N/D	N/D
	Indonésie	↑	Oui	★	Vulgarisation de l'hygiène	Bétail	↑	↑
	Ethiopie	↑	Oui	★	Nutrition Santé, Crédit Emploi	Semences, Eau, Terres, Ruches	↑	↑
	Myanmar	↑	Oui	★	Emploi Irrigation Vulgarisation	Terres, Eau, Semences, Arbres/ Produits des arbres, Engrais, bétail	↑	↑
Quelques effets positifs sur les ruraux pauvres	Cambodge ⁵	↑	Oui		Services financiers, voierie, instruction	Terres, Arbres/produits des arbres Poissons de bassins, Semences	↑	↑
	Bangladesh	↑	Oui		Santé Crédit Hygiène	Arbres pylons avec supports	↑	↑
	Bolivie	↑	Oui		Crédit, eau, Vulgarisation, Instruction, Irrigation	Bétail Ruches Arbres, Semences, Poissons de bassins	↑	↑
	Gambie	↑	Non	★	Nutrition Santé, Crédit	Terres, Eau	↑	↑
Faibles effets positifs sur les ruraux pauvres	Pakistan	↑	Oui		Vulgarisation, Crédit Irrigation	Arbres volailles, Bétail, Eau	↑	↑
	Zambie	↑	Oui		Crédit, crèches vulgarisation, Santé	Semences, arbres, Intrants	↑	↑

↑ = Témoignage de l'accroissement ★ = Témoignages de changements positifs
 N/D= Non disponibles

³ Les cas des pays de ces trois catégories ne sont pas nécessairement disposés dans un ordre particulier.

⁴ HH FS = Sécurité alimentaire des ménages

⁵ Le cas du Cambodge a été provisoirement inclus dans la catégorie car il s'agit d'un projet en cours et les résultats et les effets n'ont pas encore été complètement évalués.

La majorité des cas analysés a montré des signes d'accroissement des revenus en association avec la production agricole tandis que peu se sont concentrés sur la nouvelle génération de richesses qui ont mis en oeuvre de nouvelles entreprises et capacités non agricoles. Les augmentations de revenus sont le résultat de:

- a. **L'augmentation des rendements des systèmes de production existant grâce aux intrants et à l'intensification de la production** (Gambie, Éthiopie, Indonésie, Honduras, Népal). En Gambie, le développement et l'intensification de la production du riz a changé la situation dans les villages ciblés, ils sont passés d'un déficit en riz à un excédent. Les salaires des 11 500 ménages ont donc augmenté en moyenne de 50 à 500%.
- b. **Diversification par le biais de l'augmentation de cultures et de bétail ou d'autres entreprises agricoles en plus des stratégies agricoles existantes** (Éthiopie, Népal, Bangladesh). En Éthiopie, l'IRDPA a introduit un programme d'apiculture destiné aux petits propriétaires, aux hommes et aux femmes sans terre et aux personnes âgées. L'apiculture requiert un apport de main d'oeuvre minimum et n'occupe pas les terres agricoles car les ruches peuvent être placées dans les arbres sur les terres en friche ou même sur les toits.
- c. **Valeur ajoutée à la production existante** (Népal, Yémen), **entreprises non agricoles ou travail à l'extérieur de l'exploitation agricole**. Au Myanmar, le travail de longue durée nécessaire pour des activités de conservation physique des sols a créé des possibilités d'emploi pour plus de 15 000 ménages pauvres durant la saison sèche, qui, autrement auraient migrés à la recherche d'un travail.

Dans la plupart des cas, l'accès aux ressources productives comprenant, la terre, l'eau, les semences, le bétail et les arbres, a contribué au rendement et à l'augmentation du revenu ce qui en échange a porté à l'amélioration des niveaux de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans le cas du Népal, de majeurs rendements ont contribué à l'augmentation de la sécurité alimentaire des ménages à tel point que les mois d'insécurité alimentaire ont été réduits de façon spectaculaire ou carrément éliminés durant la durée du projet, passant de 9 à 0-2. Cependant, dans quelques seulement cas on avait des indications de l'augmentation de la stabilité/sécurité de leurs rendements ou revenus. Au Myanmar, par exemple, les résultats d'une étude d'évaluation conduite sur la durabilité des moyens d'existence des ménages et de la communauté a indiqué que le projet avait apporté une contribution significative pour renforcer les capitaux de base des ménages, assurant la durabilité des interventions et la gestion du groupe et créant un fort impact en parvenant à des augmentations de revenu, d'emploi et de sécurité alimentaire sur des bases durables (FAO, 2002b).

On a également recueilli des témoignages de satisfaction concernant l'amélioration des besoins élémentaires grâce à une amélioration des conditions d'existence, de la nutrition, de l'hygiène et d'un accès amélioré aux services tels que l'hygiène, la santé, l'instruction, le crédit et les services de vulgarisation.

- a. Au **Honduras**, des améliorations ont été effectuées sur une grande échelle en ce qui concerne les conditions de logement, notamment grâce à l'installation de conduites d'eau et de latrines de même qu'à l'adoption de poêles améliorés. Par ailleurs, 67 banques de communauté et deux coopératives ont été créées.
- b. Au **Népal**, 15 000 femmes, hommes et enfants ont connu des améliorations dans le domaine de la santé et de la nutrition grâce à un meilleur accès à de meilleures nourritures, à l'amélioration des habitudes domestiques et à l'utilisation de l'eau bouillie. On a constaté des effets positifs sur les pratiques de l'accouchement; dans

certaines endroits, les femmes ne donnent plus naissance aux enfants dans les étables et

on a remarqué une augmentation du nombre d'enfants qui vont à l'école et qui reçoivent des soins médicaux.

- c. Au **Bangladesh**, des coopératives d'épargne créées par les participants aux Ecoles d'agriculture de terrain ont aidé les ménages à acheter et installer toutes les dalles nécessaires pour améliorer les latrines et pour contrer le nombre élevé de maladies diarrhéiques dans la région.

Ces améliorations ont été également confirmées par le choix des dépenses associées, dans certains cas, à l'augmentation du revenu (Yémen, Ethiopie, Népal, Myanmar).

Très peu de cas contenaient des témoignages de changements ou de passage dans la catégorie des riches ou des effets directs sur les plus pauvres. LADEP, en Gambie, représente l'un de ceux-ci ; de rendements majeurs de riz ont apporté à des modifications dans la répartition des revenus avec 15-78% de participants au projet très pauvres qui sont passés dans la catégorie des pauvres et des non pauvres. Des exercices de classement de la richesse mis en œuvre par le projet DELIVERI ont également démontré que de nombreux agriculteurs sont passés de la catégorie des « pauvres » ou « moyennement pauvres » à celle des riches au cours du projet.

2.1.2 Faculté de récupération et réduction de la vulnérabilité

Trois cas ont montré une augmentation de la faculté de récupération et des capacités de supporter les chocs naturels ou politiques qui peuvent se présenter sous la forme de sécheresse (Ethiopie), de conflit (Népal) et de choc climatique (Honduras).

En Éthiopie, l' IRDP a fait face non seulement à une sécheresse durant deux des trois ans du projet avait été mis en oeuvre mais elle a également été confrontée à des éruptions de violence et de pillage en raison des tensions continues à la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Le retour de dizaines de centaines de personnes déplacées à l'intérieur du pays a accru la situation déjà urgente dans la région ciblée par le projet. De la nourriture en échange de travaux liés à la réhabilitation des ressources naturelles, la construction de routes et d'autres activités de formation ont fourni une solution à court terme au besoin immédiat de nourriture alors qu'elles ont revitalisé les moyens d'existence ruraux à long terme grâce à l'amélioration des ressources naturelles et aux communications de base. La conservation du sol et de l'eau, le reboisement et l'introduction de mesures de fermeture de certaines zones au cours du projet ont été identifiées par les agriculteurs comme étant fondamentales dans la réduction des effets de la sécheresse sur leurs moyens d'existence. En outre, l'ensemble des déclins sur le plan du statut nutritionnel et de la quantité de nourriture disponible des activités de projet ont connu un certain succès, peut-être pas dans l'amélioration des moyens d'existence des membres de la communauté ciblés, du moins en assurant que la majorité des ménages ciblés étaient capables de maintenir leur statu quo contre la gravité de la sécheresse (Oxfam Canada/REST, 2003).

Dans certaines régions, au Népal, le projet WIN a été touché par le conflit interne entre les forces du gouvernement et les rebelles maoïstes. Un village composé de famille de la caste « intouchables », par exemple, était extrêmement vulnérable et ne se sentait pas en sécurité au cours de l'insurrection. On a cherché une solution fondée sur une visite effectuée par un groupe de femmes de villages en villages dans lesquels l'eau pour l'irrigation et les réservoirs d'eau avaient été installés. Les femmes étaient enthousiastes, ce qui garantissait la sécurité du personnel du projet qui devait rester dans le village pour y travailler pendant un mois. Le projet WIN semble avoir aidé les ménages dans d'autres régions incertaines à se sortir du conflit en encourageant l'autosuffisance, le

renforcement des groupes et les crèches fondées sur la communauté. En outre, la formation et la création de l'équipe du personnel du projet WIN en plus de la démonstration de sa bonne volonté a permis de continuer le travail malgré les menaces que cela représentait pour leur sécurité personnelle.

Au Honduras, la région de Lempira Sur a été capable de résister aux ravages de *El Niño* et de l'ouragan Mitch grâce aux interventions directes du projet. Des mesures de rétablissement des ressources naturelles communales qui ont rendu le paysage hautement résistant aux chocs naturels associé à l'introduction ultérieure de technologies, d'emmagasiner, de protection et de production nouvelles/améliorées ont permis aux communautés de la région de garder un excédent de céréales durant les désastres de *El Niño* et de l'ouragan Mitch.

2.1.3 Durabilité à long terme

Franks *et al.* (2004) dans une étude sur 10 cas en Afrique du sud, en Tanzanie et en Ouganda a remarqué que la durabilité doit être prise en considération sous tous ses aspects (économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels) de façon à influencer les moyens d'existence des populations. Dans leur étude, ils ont ajouté que la durabilité économique et institutionnelle sont importantes pour le court terme tandis que pour le long terme il convient de prendre en considération les conséquences qui ont une influence sur les composantes environnementales et sociales.

La durabilité à long terme est peut-être la plus difficile à affronter du point de vue des études de cas prises en examen. Cela est essentiellement du au niveau de maturité des différentes activités de projet ce qui ne permet pas d'effectuer des commentaires sur les activités après projet, notamment en ce qui concerne les changements institutionnels, la réduction de la pauvreté, ou la suppression ou les iniquités parmi les groupes sociaux au sein des communautés. Cependant, il y a peut-être des éléments de la structure qui, s'ils sont employés de façons fructueuses, peuvent refléter une durabilité sociale et institutionnelle à long terme comme :

- a. **Responsabilisation des gens** – confiance, capacité de négociation, capacité de résoudre les conflits, capacité de discerner les projets utiles fondés sur les valeurs, les programmes d'éducation, etc.
- b. **Changement institutionnel** - représentation dans les organismes gouvernementaux, mise en valeur de prestations de services qui vont au-delà d'un changement éphémère.
- c. **Politiques d'habilitation** – la loi bolivienne sur l'eau, par exemple.
- d. **Partenariats et relations entre plusieurs niveaux macro-micro** – des équipes cohésives et pluridisciplinaires avec un fort sens des responsabilités et des capacités d'atteindre et de développer les zones géographiques et les multiples secteurs, d'établir des relations allant de la communauté au district et jusqu'au niveau national, témoignent du fait que des stratégies couronnées de succès sont plus aptes à être traduites dans des politiques cohésives et pluridisciplinaires.

Des informations qui peuvent refléter la durabilité à long terme sous la forme environnementale (l'imitation des écosystèmes au Honduras, les ressources naturelles, les mesures de redressement à Myanmar), les moyens d'existence (Yémen, Cambodge), institutionnelles et communautaires (Indonésie, Népal, Honduras et Yémen) ont été trouvées dans une quantité limitée de cas. La durabilité financière a été indiquée par de hauts taux de remboursement des prêts effectués par les

organisations de développement de la communauté pour financer la création de revenus et les activités de profit de la communauté (Yémen, Myanmar).

2.2 Relation entre l'utilisation des principes relatifs aux moyens d'existence durables et des témoignages de changements positifs

Comme cela a été démontré dans la section précédente, des témoignages des effets positifs sur les populations rurales pauvres ont été trouvés dans les cas pris en examen. Cette partie analyse le niveau auquel les principes sélectionnés à la fois spécifiques et non spécifiques pour les approches MED ont été intégrés par les projets et ont tenté d'établir des liens entre ces principes et le témoignage des résultats de la pauvreté et de ses effets. Le tableau 2 présente un vaste panorama de la façon selon laquelle les trois MED spécifiques ont été employés par les 12 projets.

Tableau 2. Panorama de l'intégration des principes MED spécifiques

	Pays	Vulnérabilité	Concentration sur les moyens d'existence	Fondé sur les avoirs				
				Humain	Social	Financier	Physique	Naturel
Effets positifs importants sur les ruraux pauvres	Honduras	Capacité de stockage des céréales Aide aux autres provinces	Augmentation du rendement, stockage récoltes agro-industrielles	★	★	★	★	★
	Népal	Augmentation de la sécurité alimentaire, de la nutrition, et de l'irrigation	IGA en relation avec l'exploitation	★	★	★	★	★
	Yémen	Augmentation du revenu, augmentation des opportunités	Formation dans différents IGA	★	★	★		
	Indonésie	Augmentation de l'accès aux services – santé animale	Intégration du bétail	★	★	★	★	★
	Ethiopie	Rétablissement RN, Sécheresse, mesures d'apaisement	Amélioration des pratiques agricoles durables IGA	★	★	★	★	★
	Myanmar	Rétablissement RN augmentation de la sécurité alimentaire, irrigation	IGA, bétail, emploi agricole	★	★	★	★	★
Quelques effets positifs sur les ruraux pauvres	Cambodge	Gestion durable des forêts/lieux de pêche	Diversification des moyens d'existence (bétail, aquaculture, horticulture)	★	★	★	★	★
	Bangladesh	Augmentation de la sécurité alimentaire, nutrition & revenu	Jardin potager	★	★	★	★	
	Bolivie	Amélioration de la terre & gestion de l'eau	Diversification, IGA respectueuses de l'environnement formation dans les pratiques agricoles améliorées	★	★	★	★	★
	Gambie	Augmentation des revenus en raison des rendements élevés du riz	Concentration sur la seule production du riz	★	★	★	★	★
Faibles effets positifs sur les ruraux	Pakistan	réhabilitation des prairies, gestion des bassins versants	Formation en nouvelles stratégies relatives aux moyens d'existence	★	★	★		★
	Zambie	Augmentation de la production de récoltes plus nourrissantes	Pratiques agricoles améliorées, IGA	★	★	★		★

2.2.1 Analyse du contexte de vulnérabilité

Tous les cas se sont basés sur les trois principes MED spécifiques mais à des degrés différents et avec des succès différents. Le contexte de vulnérabilité a été généralement caractérisé par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, un manque de disponibilité des revenus, un capital de base limité, l'exploitation des ressources naturelles et la vulnérabilité aux chocs naturels. Les efforts pour faire face ces problèmes ont principalement pris la forme de l'augmentation de la production de récoltes nutritives, d'encouragement à vendre le surplus des récoltes pour créer des revenus extra, le capital humain (formation), sociale (groupe de formation), financier (services de crédit), naturel (plantation d'arbres et pépinières) et physique (les pompes à pédale, les pylônes avec supports) capital; le rétablissement des ressources naturelles de façon à diminuer la vulnérabilité aux chocs naturels. Les Boîtes 6 et 7 illustrent plus loin comment ceux-ci ainsi que d'autres principes ont été mis en pratique et de quelle façon en utilisant respectivement les cas du Honduras et de l'Ethiopie.

Boîte 6. Principes liés aux effets des principaux projets, Lempira Sur, Honduras

La mise en oeuvre de la première phase du projet de Lempira Sur a été entreprise dans le contexte d'un appauvrissement accéléré. La culture sur brûlis et l'élevage du bétail est toujours plus étendue dans les ranchs et a mené à une perte rapide de la fertilité des sols qui à leur tour ont empêché la repousse des arbres, détruit la flore et la faune locale et asséché les sources d'eau portant à une grave érosion et des glissements de terrain.



Des interventions de projet ont été élaborés pour soutenir le rétablissement communal des biens naturels en imitant les écosystèmes naturels (en *affrontant le contexte de vulnérabilité, la durabilité à long terme*) et en favorisant de nouvelles productions et technologies de gestion des terres (par exemple, l'utilisation de paillis, l'espacement des semences, des haies vives) (en *élaborant un capital naturel et humain, en se concentrant sur les moyens d'existence*). L'adoption de systèmes agroforestiers et sylvo- pastoraux a mené au reboisement de 10 000 hectares de terre, alors que la mise en oeuvre des techniques de conservation des sols sur une grande échelle (par exemple, pas de brûlis, pas de labourage, des haies, des cultures de couverture) ont contribué à la régénération des ressources naturelles et à augmenter la rétention de l'eau (*élaborant ainsi un capital naturel, physique et humain*).

Ensemble, ces réalisations ont permis aux ménages et aux communautés participants de résister aux ravages de El Niño en 1997 et de garder un surplus de céréales partout (*faculté de récupération et capacité accrue à résister aux chocs*). Les technologies favorisées par le projet se sont avérées résistantes à la sécheresse et les ménages participants ont fait l'expérience de récoltes fructueuses (20% de perte seulement), (*la construction de capital financier*), tandis que les ménages qui n'ont pas participé à l'expérience ont soufferts de pertes massives (80%) (Cherrett, 2000: 29). En outre, la région a échappé au pire de l'ouragan Mitch en 1998 en raison de l'adoption répandue de technologies qui ont rendu le paysage hautement résistant aux effets de l'ouragan (*augmentation de la faculté de récupération et capacité accrue à résister au choc*). La conséquence a été qu'en raison de l'ouragan Mitch, Lempira Sur a continué à faire l'expérience des surplus de céréales en raison de l'utilisation de nouveaux silos construits localement et introduits par le projet (*création de capital physique*) et a pu aider à soulager la famine dans les autres parties du pays



Afin de créer un environnement favorable au développement centré sur les populations et établir des liens entre les ménages et le gouvernement départemental, le projet du Lempira Sur a soutenu le renforcement et la création d'institutions de gouvernance locale y compris de Conseils de développement de la communauté (CODECO, le Conseil de développement municipal (CODEM) et les *mancomunidades* (associations de plus d'une municipalité). Les conséquences ont été une augmentation de la capacité pour informer les preneurs de décisions du bas vers le haut – par le biais de *mancomunidades*. (*Une bonne*

gouvernance locale et des liens institutionnels sur plusieurs niveaux). Le succès du projet découle de l'amélioration des systèmes de production et de la durabilité environnementale tout en restant un agent neutre, il renforce également la capacité des membres à s'organiser et à refléter leurs priorités dans les décisions politiques (*création d'un capital social, responsabilisation*).

Boîte 7. Principes liés aux impacts des projets clés : Ethiopie⁶

Le Programme de développement rural intégré de Ruba Lomine I (IDRP), entrepris par Oxfam Canada et la Relief Society of Tigray en Ethiopie (*partenariat*), ont pris en compte une gamme de facteurs qui influencent le contexte de vulnérabilité dans la région. Des questions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, la production agricole, la santé et la durabilité environnementale ont été considérées comme la toile de fond d'une sécheresse continue, le facteur clé qui détermine la vulnérabilité des ménages à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire (*diagnostique holistique*).

A ce titre, une approche sur trois fronts a été adoptée pour cibler les effets de la sécheresse à court, moyen et long terme à la fois au niveau des ménages et de la communauté (*elle prend en compte le contexte de vulnérabilité*). Le programme du travail contre de la nourriture associé à des mesures de réhabilitation de l'environnement à long terme pour réduire l'érosion des sols et la dégradation des terres a affronté à la fois les besoins immédiats de nourriture et contribué à la prévention/atténuation d'une nouvelle sécheresse



(*durabilité à long terme, construction d'un capital physique et naturel, augmentation de la faculté de récupération et capacité de résister aux chocs*). Il aide également à protéger les biens des ménages, surtout la vente du bétail en cas de détresse (Gotts, 1998). Des groupes locaux ont été formés pour gérer ces activités ainsi que les autres ressources communales telles que les installations hydriques de façon à encourager la propriété locale des interventions et à assurer la durabilité au-delà de l'accomplissement du projet (*construction d'un capital social, amélioration de la bonne gouvernance et durabilité des institutions à long terme*). Une formation a été impartie dans les techniques de production agricoles améliorées et dans une gamme d'activités créatrices de revenus et un fond de crédit communautaire a été créé. (*construire un capital humain et financier, augmenter et diversifier les stratégies relatives aux moyens d'existence*).

Ces activités ont permis aux agriculteurs de continuer leur production malgré les pluies médiocres et de diversifier les moyens d'existence en les éloignant d'une dépendance totale de l'agriculture. Les ménages ont été également capables d'utiliser leurs revenus pour acheter de la nourriture supplémentaire afin de compléter la production de subsistance. Ainsi, alors qu'ils continuaient à souffrir de la sécheresse, l'IRDP a contribué à la capacité des ménages de résister aux chocs à la fois dans un avenir immédiat et lointain en affrontant non seulement les symptômes mais les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

⁶ Photo prise par Noble, R. 2003. Collaborative Learning to Achieve Sustainable Livelihoods. A Final Evaluation Report of the Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme. [http://www.livelihoods.org/lessons/docs/Oxfam_Eval.pdf].

2.2.2 Constitution des biens

Tous les cas analysés ont démontré une augmentation dans les cinq formes d'avoirs:

- Le développement des avoirs humains a pris la forme de renforcement des capacités techniques et professionnels fournis aux individus, aux groupes vulnérables (les pauvres, les sans terres, les femmes, les femmes chefs de ménage les personnes âgées, les sans ressources), les groupes de producteurs, les associations de développement de la communauté, les ONG locales et nationales et les institutions gouvernementales.
- Les avoirs sociaux ont été créés grâce à la formation, l'instruction, la cohésion et le renforcement des capacités des groupes de la communauté, des comités, des groupes d'agriculteurs et des chefs locaux. Alors que certains projets ont travaillé délibérément avec des groupes pré-existant dans l'intérêt de la cohésion et de la solidarité (au Népal, en Gambie) d'autres ont créé de nouvelles associations dans l'intérêt de l'inclusivité sociale (Yémen)⁷.
- On a augmenté les avoirs financiers grâce à la création de revenus et aux économies de même que grâce à l'accès aux fonds de développement de la communauté, aux banques de la communauté et aux autres systèmes de crédit.
- Les avoirs physiques ont été construits grâce à l'appui d'infrastructures liées à l'hygiène, l'approvisionnement de l'eau, la voirie, et les équipements d'abris et de stockage et/ou à la fourniture d'outils agricoles ainsi que d'autres équipements (des pompes à pédale, des pylônes avec supports, des ruches)
- Les avoirs naturels ou les réserves ont été affrontés de différentes façons y compris:
 - a. L'incorporation de ressources productives comme les plantations de mûres et de pommiers au Pakistan.
 - b. La fourniture d'accès à la terre ou la réclamation de la terre pour la production agricole. En Gambie, les dépressions latérales humides et les marais maritimes ont été récupérés par le biais de constructions de chaussées et de ponts.
 - c. En affrontant les rapports en amont et en aval par le biais de bassins versants aménagés comme en Bolivie.
 - d. En gérant les terres et en copiant les écosystèmes naturels comme au Honduras.
 - e. En favorisant les pratiques agricoles améliorées et l'utilisation de la terre comme au Cambodge, au Myanmar et au Pakistan.

La Boîte 8 présente le cas du Yémen où la constitution des biens par le biais d'organisations communautaires, le savoir-faire des entreprises et l'accès aux facilités de crédit et à l'épargne a été adopté comme une stratégie fondamentale pour prendre compte face à la pauvreté rurale.

⁷ La prédominance des élites, des chefs traditionnels et des autres groupes d'influence dans certaines régions de la société yéménite a représenté un défi à la formation d'Organisations basées sur la communauté dans le CBRDP. Dans l'intérêt de représenter les besoins de plus grandes communautés tout en maintenant certains éléments des structures du pouvoir existant, la CBO a été formée à partir d'un ensemble hétérogène de chefs de la communauté traditionnelle, « de pauvres », de femmes et d'autres groupes marginalisés.

Boîte 8. Les principes MED liés aux impacts des projets clés: CBRDP, Yémen⁸

La construction d'un capital humain, social et financier représente l'essentiel du Programme régional de développement à base communautaire (CBRDP) de la FAO/PNUD qui a été mis en place dans cinq districts du Yémen sur la base du manque spécifique de savoir faire de ces communautés qui représentait l'un des facteurs qui les empêchaient de devenir des participants actifs dans le processus du développement (*centré sur les gens*).



Dans ce projet, 53 Organisations de développement communautaires (CDO) ont été formées, chacune constituée d'un Organe exécutif (EB), d'une Assemblée générale et de différents Comités techniques. Ces CDO ont été créés pour identifier, mettre en œuvre et contrôler les interventions de soulagement de la pauvreté, gérer des fonds de crédit et établir des relations efficaces avec les institutions à des niveaux différents (*renforcer la bonne gouvernance et les relations des institutions sur plusieurs niveaux, créer un capital humain et social*). Il était fondamental d'assurer la représentation des pauvres et des femmes dans toutes les fonctions de la CDO (*socialement inclus*). En 2003, les pauvres constituaient 65% des membres de la CDO et 21% des membres EB. On a remarqué de nets changements dans la perception de la communauté en ce qui concerne la participation des femmes. Au départ, on ne permettait pas aux femmes représentantes du EB d'être élues présidente de la CDO Gozr Al-Behar

Grâce à ces CDO, les communautés sont passées de bénéficiaires passifs à auteurs actifs des interventions du développement (*responsabilisation*). La formation dans la conception de projets et la proposition de compétence dans le domaine de l'écriture ont permis à la CDO d'obtenir 697 945 dollars supplémentaires pour financer les activités de développement locaux par le biais de financements de crédits tournants de la communauté (*création d'un capital financier*). Les départements des gouvernements, en coordination avec la CDO ont également augmenté et amélioré la couverture des services dans les régions de projets.

Parallèlement aux mesures élaborées pour consolider la CDO, le renforcement de capacités humaines et des activités de formation ont également eu lieu. Le développement de la formation a été effectué pour améliorer les qualifications techniques, d'organisation, de gestion administrative et financière et une formation technique et professionnelle a été impartie dans 14 domaines qui vont de la menuiserie et la tuyauterie en passant par la production de parfums et de céramiques (*se concentre sur l'amélioration des moyens d'existence la création d'un capital social et humain non limité à certains secteurs*). Le genre était également un facteur fondamental ici, afin d'encourager la participation des femmes, elles étaient exemptées de certains critères d'éligibilité formative. Les femmes représentaient 35% des stagiaires, beaucoup d'entre elles soulignaient l'effet positif important que la formation avait eu sur leurs sentiments de confiance en elles-mêmes (*responsabilisation*).

La formation technique et professionnelle et la disponibilité de crédits grâce aux fonds renouvelables de la communauté a mené à la création de nombreuses petites entreprises qui ont aidé à diversifier les sources de revenu des ménages (*en réduisant la vulnérabilité aux chocs économiques*). Un témoignage manifeste suggère que le résultat de telles entreprises et que la moyenne du revenu des ménages est passée de 17 033 à 22 490 par an soit une augmentation de 26% (*créant ainsi un capital financier*). Ce revenu a été destiné à une meilleure qualité de la nourriture (22.6%), aux soins de santé (15.7%), à l'instruction des enfants (12.8%), Gat (12.2%), économies (10.3%), biens des ménages (9.1%), à un développement du business existant (6.5%), à la création d'un nouveau business (4.5%), au remboursement de dettes (3.5%), et (2.8%) divers, les femmes ayant plus de possibilités de destiner leurs revenus au bien-être du ménage (*nourriture, santé, instruction*).

⁸ Photo de Stephan Bass, CBRDP

2.2.3 Focalisation sur les moyens d'existence

Tous les cas comprenaient certaines formes de focalisation sur les moyens d'existence. Plusieurs bons exemples sont décrits au Honduras, au Yémen et en Ethiopie (voir précédentes boîtes 6,7 et 8). Ce qui a été difficile à clarifier dans les documents existant, c'était le degré selon lequel les stratégies relatives aux moyens d'existence étaient intentionnellement développées sur la base de stratégies relatives aux moyens d'existence et d'analyses des biens des communautés « bénéficiaires » ou si elles étaient basées sur les intentions premières des organisations donatrices de projets. Des exemples de l'Ethiopie, du Pakistan et du Yémen et de la Gambie montrent les diverses approches et les diverses façons d'intégrer la focalisation sur les moyens d'existence (Boîte 9).

Boîte 9. Mise en pratique de la focalisation des moyens d'existence

En **Éthiopie**, l'IDRP a tenté de rendre les stratégies relatives aux moyens d'existence plus durables en associant les mesures de rétablissement des ressources naturelles à la formation dans les pratiques agricoles améliorées. Une formation supplémentaire a été dispensée dans les activités agricoles non traditionnelles comme l'apiculture qui requiert le minimum indispensable de terre ou pas de terre du tout et qui représente ainsi une stratégie possible pour les petits propriétaires terriens de même que pour les personnes sans terre.

Au **Pakistan**, le Programme PUCD a cherché à responsabiliser les femmes en développant des stratégies relatives aux moyens d'existence adaptées aux pratiques du *purdah* dans la région. Alors que les initiatives précédentes se sont concentrées sur les activités traditionnelles telles que la broderie, le PUCD a piloté des projets dans les élevages de volailles des ménages, l'élevage des moutons, la personnalisation de services, la construction de latrines, les vergers et la production de légumes.

Au **Yémen**, le principe de la focalisation sur les moyens d'existence a été rendu opérationnel par le biais de fournitures de développement et de formation techniques et professionnelles et grâce à la création de fonds de crédits. Ensemble, ils ont permis l'expansion des stratégies existantes et l'identification et la réalisation de nouvelles activités créatrices de revenus plus durables, aidant à la diversification des sources de revenus des ménages et à l'augmentation de leurs niveaux de revenus.

En **Gambie**, LADEP s'est concentré exclusivement sur les rendements du riz de monoculture de façon à accroître la sécurité alimentaire et le niveau des salaires. Cela s'est cependant produit aux dépens d'autres stratégies. Le capital humain et financier ont été détournés de récoltes des hautes terres (les arachides) vers la production de riz des basses terres avec des implications potentiellement négatives aux niveaux nutritionnels et ils ont augmenté la vulnérabilité aux chocs naturels et économiques qui affectent le riz.

2.2.4 Une bonne gouvernance

Une bonne gouvernance fait référence à la forme ou à la force des systèmes de gouvernement - structure, pouvoir, efficacité, compétence, les droits et la représentation et les affronte *inter alia* en exerçant un pouvoir politique; efficacité et accessibilité aux fournisseurs de services, honnêteté, l'efficacité et la compétence, la responsabilité financière et l'accessibilité, les droits humains, les droits de propriété et la décentralisation. Bien que ceci ne soit pas vrai pour tous les cas pris en

examen, il y avait des cas dans lesquels les principes de gouvernance et/ou les liens sur plusieurs niveaux étaient bien illustrés et étaient articulés comme suit :

- a. Renforcement des institutions traditionnelles du village (Gambie, Bolivie), ou création de nouvelles institutions au niveau du village (Myanmar, Yémen).
- b. Renforcement de la représentation de la communauté au niveau du gouvernement local (Zambie, Honduras).
- c. Renforcement des capacités en faveur d'approches participatives, pluridisciplinaires ou de collaboration (Népal, Pakistan, Honduras).
- d. Renforcement des capacités de réaction du gouvernement local en faveur des priorités locales (Indonésie, Ethiopie).
- e. Création une capacité de fourniture de services d'organismes gouvernementaux (Indonésie, Népal).
- f. Influence des réformes politiques (Indonésie, Honduras, Bolivie, Népal).

Dans la plupart des cas il y avait un lien entre le ménage et le gouvernement local et dans certains cas un lien avec le gouvernement national. Les projets qui ont considéré dès le début les aspects de gouvernance, les liens multiples et les institutions semblaient mieux positionnés pour apporter une meilleure réponse aux priorités des agriculteurs et de la communauté alors qu'ils influençaient les efforts nationaux. Une brève description de la gouvernance et des aspects à plusieurs niveaux des cas de l'Indonésie et du Honduras sont fournis dans les Boîtes 10 et 11.

Boîte 10. Les principes de gouvernance liés aux résultats en Indonésie⁹

En Indonésie, le projet DELIVERI a été conçu pour affronter les faiblesses dans les services de livraison du bétail aux agriculteurs pauvres en ressources et en reconnaissance du fait que les services de livraisons existants étaient rigides, peu sensibles et incapables de satisfaire les différents besoins des agriculteurs pauvres. Grâce à l'introduction d'approches de services de qualité plus centrés sur le client dans le Département des Services de bétail dans quatre districts de Sulawesi, on espérait que le programme aurait contribué à une amélioration durable dans le domaine des richesses et aurait renforcé l'autonomie et aurait contribué aux ressources sur une petite échelle des agriculteurs pauvres par le biais d'une production animale accrue.



Un vaste programme de renforcement des capacités a été affectué à tous les niveaux par des hauts fonctionnaires du Ministère de l'agriculture au niveau du personnel des districts et de la province, du personnel des ONG locales et nationales jusqu'aux fournisseurs de services privés. Le projet a été capable d'influencer deux lois sur la planification et la mise en oeuvre des services du bétail et a influencé à la fois les fermiers et les capacités de services du gouvernement notamment dans le développement d'un service de vulgarisation participatif et de même que dans les changements de comportement liés au temps et à la qualité de la gestion. Les participants à DELIVERI ont été capables d'influencer le Projet de réforme de la vulgarisation de la Banque mondiale et de contribuer à la façon de penser du Ministère de l'agriculture notamment en ce qui concerne la planification participative.

⁹ Photo prise par 'Delivering Quality Services: Improving Community Services in Indonesia' CD-ROM fournit par Peter Bazely du groupe IDL.

Boîte 11. Principes de gouvernances liés aux résultats au Honduras



Alors qu'au **Honduras**, le Projet du Lempira Sur avait débuté et se concentrait sur la sécurité alimentaire, il était également fortement concerné par la gouvernance. En 1999, on a mis en place un Projet de gouvernance (FAO, 2004) pour aider au renforcement ou à la création d'institutions de gouvernance locale afin de développer des efforts de planification et de lier les ménages au gouvernement municipal. Les institutions comprenaient les Conseils de développement de la communauté (CODECO), les Conseils de développement municipal (CODEM) et le mancomunidades (associations de plus d'une

municipalité). Lempira Sur project a engagé le gouvernement et les autorités locales dans le processus de planification. Le gouvernement central a fait l'éloge des changements positifs que le projet à effectué et cela l'a amené à collaborer avec le projet. En conséquence, la Loi municipale a été modifiée pour légitimer les mancomunidades. En outre, les efforts du projet étaient cohérents avec les politiques nationales concernant la décentralisation y compris le Master Plan for National Reconstruction and Transformation (1999), la Stratégie de réduction de la pauvreté (2001) et le programme de développement local et de décentralisation (2002).

En restant sur un terrain neutre, le projet a été capable de créer une certaine indépendance pour les petits agriculteurs, de renforcer les capacités pour l'organisation du gouvernement local et l'auto-gestion et assurer que les décisions politiques reflètent mieux les besoins et les priorités des pauvres et des plus vulnérables grâce à une sensibilisation politique et une formation dans un dialogue ouvert avec les maires et les candidats. Les maires ont leur propre organisation pour négocier avec les institutions centrales. Par ailleurs, une dynamique bi-directionnelle a été incluse dans le mouvement. Les organisations et les municipalités négocient pour obtenir de meilleurs services tandis qu'au niveau national certains ministères apprécient le fait que bon nombre de leurs services sont plus disponibles dans le projet qu'avant.

2.2.5 Inclusion sociale et responsabilisation

Le degré selon lequel les projets étaient socialement inclusifs et permettaient aux gens de s'assumer a énormément varié au cours des projets. Dans certains cas, les projets ont engagé spécifiquement divers groupes socioéconomiques comprenant les pauvres et les très pauvres (Honduras, Éthiopie, Myanmar), les intouchables (Népal, Boîte 11), et les autres groupes marginalisés (Yémen). Dans d'autres cas, l'inclusivité sociale a été exprimée comme comprenant ou travaillant essentiellement avec les femmes (Pakistan, Gambie et Bangladesh).

Les projets qui ont mené des efforts concertés pour assurer l'inclusivité sociale ont souvent été capables de faciliter la responsabilisation de groupes vulnérables. Ils se sont articulés comme suit:

- a. Des changements importants dans la position des femmes au sein du ménage et l'accès et le contrôle sur les revenus du ménage (Bangladesh, Boîte 12).
- b. Des changements importants dans le statut des autres groupes marginalisés au sein de la communauté (Myanmar).
- c. La mise en valeur des problèmes résolus par les femmes (Népal).
- d. Encouragement du droit des communautés à accéder aux ressources naturelles (Cambodge).
- e. Responsabilisation des agriculteurs afin qu'ils s'engagent dans la vulgarisation de la planification (et la critique) ainsi que les activités novatrices encouragées par les femmes (Indonésie, Pakistan).
- f. Mise en valeur des capacités de commencer et de faire preuve d'initiative en matière de développement (Yémen).
- g. Associations permettant aux agriculteurs sur une petite échelle de faire entendre leurs voix dans les débats politiques (Gambie).
- h. Réduction de la dépendance ou de l'utilisation d'un protecteur intermédiaire en période de troubles (Honduras).
- i. Mise en contact du gouvernement local et des communautés durant l'élaboration du projet (Éthiopie).

Boîte 12. Prise en charge par les femmes de la gestion de l'irrigation et des ressources en eau pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des ménages (WIN)

Le projet WIN cherche à responsabiliser les femmes dans le domaine de la gestion de l'irrigation et à fournir un accès aux ressources productives tout en affrontant la sécurité alimentaire, la nutrition et les problèmes de santé (*multi-sectoriel*). L'objectif fondamental a été de renforcer les capacités nationales et locales afin d'aider efficacement à intégrer le genre, la sécurité alimentaire des ménages, la nutrition et la santé dans des projets d'irrigation et de gestion de l'eau dans le pays.

Les projets d'intervention comprenaient la diversification des productions agricoles, le potager, l'élevage d'animaux, les pépinières pour les jeunes plants de légumes de la communauté, les pompes à pédale et le captage de l'eau de source, les dispositifs de stockage de l'eau, la formation dans l'organisation et le renforcement des groupes, le savoir faire dans les affaires, l'alphabétisation et les problèmes techniques. 2 555 ménages, dans quatre districts ont bénéficié du projet et celui-ci a travaillé avec 6 128 femmes et 1031 hommes. L'expérience du projet a été couronnée de succès dans le domaine de la recapitalisation de la sécurité alimentaire des ménages peu sûrs, surtout en ce qui concerne les ressources des pauvres Kamayas (*impact sur la plupart des pauvres, socialement inclusif*). Le projet a surtout eu de l'influence sur 15 000 femmes, hommes et enfants. La nutrition et la santé se sont améliorées grâce à des nourritures nutritives, des habitudes domestiques plus saines, l'utilisation de l'eau bouillie et des changements dans les pratiques en matière d'accouchement. On a recueilli des témoignages de création de revenus issus des ventes agricoles (*capital financier*), d'économie de temps pour les femmes et les enfants, de sécurité alimentaire améliorée (de réduction de l'insécurité alimentaire de 9 mois à 0-2 mois) d'améliorations dans les facteurs sociaux (les enfants vont à l'école et reçoivent des soins de santé).

Les femmes ont été responsabilisées grâce aux efforts des groupes de formation y compris les comités des utilisateurs de l'eau, la participation à la gestion de l'eau et aux groupes d'épargnes, des formations dans le domaine de l'alphabétisation, du leadership, du genre, des droits des femmes et de l'accès à des technologies soucieuses des femmes, du partage équitable des charges de travail, de la réduction des violences domestiques et les réclamations des femmes ont été également signalées afin d'obtenir des services de la part des organismes gouvernementaux. On a remarqué que les femmes étaient les mieux capables de résoudre leurs problèmes (*biens humains et sociaux*). On a également formé des femmes aux techniques de mobilisateur social. En outre, on a constaté des changements dans les attitudes et les pratiques du personnel de vulgarisation avec une évolution des équipes qui va du sectoriel au multisectoriel afin d'interagir avec les communautés et les agriculteurs (*responsabilité de la bonne gouvernance, capacité de réaction*).

Les groupes les plus vulnérables et les moins sûrs (*les dans terres, les Kamayas, les Dalits et les autres*) ont été identifiés durant les évaluations participatives. On a encouragé le projet afin qu'il travaille sur On-Farm Water Management (OFWM), sinon ces groupes n'auraient pas été assistés. L'équipe népalaise a travaillé avec plus de participants riches par le biais de OFWM, cependant elle a trouvé le moyen de travailler avec les plus vulnérables grâce aux arrangements de collaboration avec GTZ (*socialement inclusifs, en travaillant en partenariat*).

On a remarqué que l'approche WIN joue un rôle potentiel dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire grave dans les situations de conflits et de reprise. Alors que WIN peut aider l'irrigation conventionnelle et les projets de ressource en eau pour intégrer la santé, la nutrition et les aspects du genre, on a montré que l'approche joue un rôle constructif grâce à l'atténuation des conflits et l'encouragement de la paix et de la réconciliation. Des équipes construites comme partie intégrante du processus ont permis un travail fructueux. Le projet a été géré pour réussir durant les assassinats et les insurrections sur les sites du projet et l'équipe a continué son travail malgré les risques personnels.

Le personnel de WIN comprenait des fonctionnaires du gouvernement à temps partiel assignés aux ministères responsables et 2 ou 3 consultants nationaux à long terme, expérimentés et par le biais de la sensibilisation et des processus de formation participatifs le projet a réalisé des équipes cohésives, pluridisciplinaires et travaillant dans plusieurs districts. Ils ont été capables de répondre aux besoins locaux et considérés et jugés aptes à être efficaces en ce qui concerne l'expérience technique, la prise de conscience du genre, la gestion des conflits et le rapport de projets. Alors que le projet WIN a aidé le gouvernement népalais (gouvernance) en se concentrant sur l'intégration du genre, l'évaluation de la pauvreté participative et des réponses basées sur les demandes de besoins locaux, le gouvernement népalais a reconnu que l'approche de Win a été d'un bon rapport coût performance.

Boîte 13. Renforcement de l'accès des ménages aux Services de vulgarisation de Bari Garden (SHABGE)¹⁰

SHABGE a été mis en oeuvre par CARE, en partenariat avec 23 ONG locales dans cinq districts du Bangladesh. L'objectif du projet était d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, la consommation et la nutrition des femmes et des hommes agriculteurs pauvres et marginalisés (centré sur les gens). Les femmes constituaient le plus grand groupe de personnes défavorisées, d'ailleurs, 99% des participants aux projets étaient des femmes (*interventions désagrégées*). Les participants étaient tous pauvres mais de manière différente. Certains ne possédaient pas de terres tandis que d'autres avaient accès de 2 à 5 fractions de terre¹¹. SHABGE a également travaillé avec les personnes les plus âgées et les veuves qui sont souvent négligées ou sujettes à des violences parce qu'elles sont considérées comme des fardeaux pour le ménage (Bartlett, 2002) (*socialement inclusif*).



Grâce au programme d'Ecole d'agriculture de terrain (*la construction de capital social et humain, la concentration sur les moyens d'existence*) des femmes ont fait l'expérience de petites améliorations au niveau du rendement de fruits et de légumes (*créant ainsi un capital naturel*). Ce qui a généralement porté le ménage à une augmentation de sa consommation et amélioré sa santé (peu de plaintes concernant la peau et les problèmes d'yeux ont été expressément cités) de même que les augmentations des revenus des ménages par le biais de la vente du surplus de production (augmentation de la faculté de récupération en ce qui concerne les problèmes de santé dérivant des chocs, construction d'un capital financier)

Alors que les femmes appréciaient particulièrement ces résultats, elles ont évalué les impacts que le projet a eu sur leur statut au sein du ménage et de la communauté. La participation au SHABGE a renforcé les capacités de prise de décision des femmes, leur accès, leur contrôle et leur utilisation des ressources en matériel ainsi que leur accès à la technologie et au savoir (Wilson & Hussain, 2002).

Les femmes ont remarqué que leurs maris et leurs familles avaient commencé à les traiter avec plus de respect et qu'elles participaient maintenant aux prises de décisions du ménage et que leur contrôle sur les revenus du ménage avaient augmenté. En outre, les participants étaient maintenant considérés localement comme des experts en potagers (Bartlett, 2002a) et étaient consultés par les autres membres de la communauté sur les nouvelles pratiques et technologies (*responsabilisation*).

¹⁰ La photo dans la boîte présente Rokeya Begum, une entrepreneuse sans terre et une participante à FFS. Photo prise par Bartlett. 2002.

¹¹ 0.02-0.25 acres (100 decimaux = 1 acre), ou 81-1012 m².

2.2.6 Participation

L'inclusivité sociale et la responsabilisation ont souvent été étroitement associées à la nature et la qualité des processus participatifs mis en place par un projet spécifique. L'un des aspects qui a contribué à renforcer l'impact des cinq projets qui ont eu le plus de succès a été précisément la force des processus participatifs qu'ils ont mis en marche. Les aspects de la participation ont compris:

- a. **Éthiopie:** grande participation de la communauté aux problèmes d'identification, de planification, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation des phases de l'IRDP. Des actions entreprises pour assurer la participation de la communauté aux activités de programmes comprenaient la création et l'aide du comité local, des interventions ciblant les femmes de façon spécifique, les sans terre et les femmes chefs de ménage ainsi que la formation locale des Community Development Cadres.
- b. **Honduras:** Achèvement de diagnostics participatifs avec les groupes, les communautés et les villages dans la zone ciblée par le projet. Ces diagnostics ont été réexaminés par les équipes du projet et la capacité de réponse du projet a été analysée. Sur ces bases, les équipes ont négocié un plan de travail avec les communautés participantes. A la fin de la première année de mise en oeuvre et les années suivantes, le projet a suivi un processus d'évaluation et de diagnostic participatifs dont les résultats ont été à tour de rôle passés en revue par un haut fonctionnaire et les priorités et les activités du projet ont été adaptées en conséquence.
- c. **Indonésie:** La diffusion d'une formation aux groupes d'agriculteurs et au personnel de Dinas Peternakan (Département du bétail) pour employer des approches plus participatives pour projeter la planification et la mise en oeuvre en tant qu'éléments de la stratégie pour fournir aux clients, des services du bétail plus orientés vers les agriculteurs. La Community Livestock Action Planning (CLAP) a été développée en tant qu'évaluation participative et approche de planification de projet. Elle a ciblé les agriculteurs et les groupes d'agriculteurs dans le projet DELIVERI des villages. La CLAP a sensiblement augmenté la compréhension de la production du bétail du personnel DP au sein de leurs districts en fournissant des informations d'arrière-plan de grande valeur en ce qui concerne les contraintes et les possibilités de développer le bétail et de renforcer les capacités des groupes d'agriculteurs à développer leurs propres activités.
- d. **Myanmar:** En assurant la participation des membres de la communauté par le biais d'une gamme d'organisations basées sur la communauté elle-même et mis en place sous le projet y compris les Farmers Income Generating Groups, Livestock Income Generating Groups, Affinity Groups (des groupes d'entre-aide) et des Village Forestry Groups.
- e. **Népal:** La formation de districts multisectoriels et d'équipes nationales formées aux méthodologies participatives, sensibles au genre et qui mettent en oeuvre des évaluations participatives et des actions basées sur les sites locaux. Des groupes ciblés comprenant les femmes, les groupes indigènes marginalisés et les ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire. Ces groupes ont été formés sur des thèmes spécifiques par le personnel du district et ont été ensuite appuyés pour la mise en oeuvre de leurs propres plans et activités.
- f. **Yémen:** La formation de Community Development Associations qui ont pris en compte les structures de pouvoir traditionnels (en encourageant la participation des chefs de tribu locaux) pendant qu'ils assurent toujours la participation des plus pauvres et des membres marginalisés de la communauté et des femmes. Fondé sur un

exemple de 30% de tous les membres CDO, on a remarqué que 74% étaient pauvres, ce qui correspond à 65% du total des membres CDO. La participation des femmes était quelque peu plus faible avec 37%.

2.2.7 Partenariats & liens sur niveaux macro-micro

L'établissement de partenariats forts s'est avéré un facteur fondamental assurant à la fois une participation plus vaste et une couverture géographique ainsi qu'une contribution à la durabilité à long terme pour la réalisation du projet. Grâce à certains de ses nombreux partenaires WIN Népal a pu travailler avec les non pauvres (par le biais de la Banque mondiale) et les groupes les plus vulnérables (grâce à GTZ). Il a pu également continuer à travailler avec les communautés isolées dans les régions d'insurrection grâce aux équipes des districts. Les liens qui lient les différents niveaux de la communauté, le district et les niveaux nationaux ont également été fondamentaux pour faciliter l'adoption de stratégies de projet couronnées de succès au niveau institutionnel. En Gambie, 12 District Level Lowland Farmer Associations créés sous la direction de LADEP étaient liés aux National Farmers Platform et aux National Women's Farmers Associations, facilitant la représentation des besoins locaux au niveau national. En conséquence, les attitudes envers le développement rural ont été influencées au sein du gouvernement par des approches fondées sur la demande et les concepts d'autoassistance d'où l'importance reconnue de combiner le développement social avec les travaux d'ingénierie. Une formation participative fournie par LADEP a également étendu la capacité de vulgarisation du personnel du gouvernement et transformé leur façon de travailler avec les communautés rurales.

2.3 Aspects qui limitent l'adoption de changements positifs

Alors qu'il y avait des témoignages évidents concernant les effets positifs que la plupart des 12 projets ont pu avoir sur la réduction de la pauvreté rurale, les résultats du projet n'étaient pas toujours bons. Cinq projets en particuliers ont dû faire face à certaines contraintes importantes qui ont des effets positifs sur la pauvreté rurale (Tableau 3).

Tableau 3. Projets qui ont relevé des défis en parvenant à une réduction fructueuse de la pauvreté

Cas qui ont eu certains effets positifs sur la pauvreté rurale	Cas qui ont limité les effets positifs sur la pauvreté rurale
Bangladesh Bolivie Gambie	Pakistan Zambie

Ces défis centrés autour à la fois des contraintes liées au projet (celles au sein du pouvoir du projet à contrôler) et des contraintes plus vastes (celles au-delà du contrôle direct du projet). Le modèle qui s'est dégagé de ces défis, discuté plus en détail ci-dessous, était celui dans lequel les contraintes liées au projet semblaient être en rapport avec l'application contradictoire de certains MED spécifiques et de principes MED non spécifiques.

2.4 Contraintes liées au projet

2.4.1 Participation, inclusivité sociale et mise en valeur des stratégies relatives aux moyens d'existence des pauvres

Tous les projets ont tenté d'intégrer la participation au cours des différentes étapes du cycle du projet, prendre compte des besoins et améliorer les stratégies relatives aux moyens d'existence des groupes les plus vulnérables. Un certain nombre de projets a cependant rencontré des difficultés dans ce domaine en raison d'une planification médiocre.

Les parties prenantes locales n'ont pas été consultées avant la conception du projet CARE - SHABGE au Bangladesh, par exemple les difficultés rencontrées pour encourager la participation des femmes en raison de codes socio-religieux stricts limitant la mobilité et la présence des femmes dans la sphère publique. Dans un district, il a fallu quatre mois aux animateurs pour satisfaire un minimum de 20 femmes, et, seulement après des négociations étendues aux maris, aux élites et aux politiciens locaux pour expliquer les objectifs et la stratégie du projet que l'on est parvenu à ce chiffre. Le manque de participation des femmes dans l'élaboration de projets a eu également des implications pour l'importance de ces activités et de leurs besoins. Comme l'a dit un chef du PNGO, *'seulement environ 60-70% de femmes membres participent maintenant aux sessions des FFS. Les autres n'ont pas continué parce qu'elles ne considéraient pas le projet comme un moyen de réduire leur pauvreté'* (cité par Wilson & Hussain, 2002: 19).

En Bolivie, le programme de Développement et conservation participative des terres d'altitude a été confronté à des problèmes identiques. Alors que le programme PUCD a fait un certain nombre de progrès pour améliorer la prise de conscience, accroître les revenus de certains groupes, influencés la bonne gouvernance et les politiques nationales, ils ont rencontré certaines difficultés en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des pauvres et des sans terre, y compris des femmes. Le PUCD a remarqué que les processus participatifs n'étaient pas suffisants à eux seuls pour permettre une participation des groupes socialement marginalisés. En 1997, 14% seulement des 202 ménages ont participé à une formation technique qualifiée d'activités de projet "difficiles"¹², ils appartenaient aux ménages sans terre ou à ceux qui possédaient moins de 3 hectares de terre. En 1999, il en était de même, les femmes constituaient seulement 15% de tous les participants au projet et leur pourcentage se concentrait dans des activités dites "faciles"¹³.

Les raisons de ces faiblesses étaient doubles. En premier lieu, il se peut que l'on ait accordé une plus grande attention à la nature des stratégies relatives aux moyens d'existence des pauvres et des groupes marginalisés et que le fait que la gamme limitée des biens qui leurs étaient destinée les aient empêchés de se qualifier pour des projets d'assistance. Ensuite, les personnes qui ont mis en œuvre les projets auraient pu accorder une plus grande attention à la satisfaction des demandes que les femmes avaient exprimées durant les sessions de planification participative. Tout ceci s'est traduit par une médiocre participation des femmes.

2.4.2 Problèmes concernant la désagrégation des interventions de projet

La tendance à classer par catégorie « les pauvres » comme une catégorie homogène a contribué au manque d'uniformité dans le ciblage des groupes les plus vulnérables. Le projet SHABGE le montre bien. Alors que l'objectif était "les pauvres, les agriculteurs et les agricultrices marginalisés, un manque de critères systématiques de sélection a signifié que les participants au projet ont été sélectionnés de façon quelque peu arbitraire par les Formateurs professionnels agricoles (FT).

¹² Par exemple, l'amélioration du système agricole, de la diversification des revenus et des infrastructures de la communauté.

¹³ Des exercices de recherche participative, l'évaluation et la replanification d'ateliers au niveau de la communauté et des événements concernant le renforcement des capacités, par exemple.

L'accès à la terre a été utilisé comme l'indicateur principal de pauvreté et alors que certains FT étaient satisfaits si les deux tiers des ménages avaient moins de 25 décimaux (1013m²) dans leurs FFS, d'autres ont seulement sélectionné ceux possédant 10 décimaux (405m²) ou moins. Certains personnels instruits pour qu'ils se concentrent sur « les plus pauvres parmi les pauvres » ont sélectionné des familles sans terre (Bartlett, 2002).

En raison de ces différences au niveau de la propriété de la terre parmi les participants FFS, les avantages provenant des aides du potager familial étaient également différents. Ceux avec un majeur accès à la terre ont obtenu de plus grands bénéfices avec les activités du potager. Inversement, ceux dont l'accès à la terre était limité ont signalé que leurs espaces potagers étaient si petits qu'ils ont obtenu peu ou pas de revenus de la vente des légumes. De tels participants ne pouvaient pas se permettre d'intrants tels que les semences, les jeunes plants, les clôtures ou les équipements pour l'irrigation afin de rendre plus productives les terres dont ils disposaient.

2.4.3 Problèmes concernant la responsabilisation

Des mesures pour bâtir un capital social et humain ont généralement contribué à la responsabilisation des communautés bénéficiaires, comme dans le cas du Yémen. Cependant, en ce qui concerne certains projets, la nature et la mise en oeuvre du projet ont limité la mesure selon laquelle les bénéficiaires pouvaient être « responsabilisés ». Au Bangladesh, par exemple, les participants aux FFS se sont plaints du fait qu'ils ne pouvaient pas contribuer au processus conçu pour suivre et illustrer les changements qui s'étaient produits sur les lopins de terre parce qu'ils étaient analphabètes. Des appels ont été effectués pour qu'une alphabétisation de base soit dispensée avant la mise en oeuvre de telles composantes. Au lieu de cela le processus d'apprentissage a été simplifié de façon à le rendre plus facile à utiliser mais il a été tellement simplifié qu'il en était presque dénué de sens (Bartlett, 2002).

Des inquiétudes ont également été soulevées en ce qui concerne la qualité de la formation que les femmes ont reçue des FFS. Un échange entre la profondeur et l'esprit de cette formation signifiait que les participants étaient devenus des « adeptes » et non pas des experts spécialisés dans de nouvelles variétés, de nouvelles pratiques et de nouvelles technologies. (Bartlett, 2002), capables de reconnaître mais pas de comprendre les bénéfices dérivant de celles-ci. Une tendance des FT pour voir le concept des FFS comme consacré par l'usage plutôt que par sa flexibilité peut aider à expliquer ceci. Le personnel du terrain avait hésité à adopter les thèmes des FFS. Il a eu également tendance à ne pas être trop clair en ce qui concerne les objectifs des lopins de terre et c'était souvent eux qui décidaient de la nature des activités des FFS, conférant ainsi aux participants peu de maîtrise du processus d'apprentissage.

2.4.4 Problèmes concernant les interventions holistiques, augmentation de la faculté de récupération et capacité à résister aux chocs

La plupart des projets n'étaient pas fondés sur des diagnostics holistiques. En Gambie, le projet LADEP, en tentant d'augmenter les niveaux de sécurité alimentaire ainsi que des revenus des ménages appauvris grâce à l'encouragement de la production de la monoculture du riz dans les régions de plaines, peut avoir augmenté la vulnérabilité de ces ménages face à différents chocs. Une augmentation du nombre d'agriculteurs spécialisés dans le riz jusqu'à 200% dans certaines régions a eu comme conséquence la concentration des ressources humaines et financières dans la production de riz aux dépens des autres productions (hautes terres).

Certains villages témoignaient d'une réduction dans (1) la production de récoltes comme les arachides, où les hommes (des agriculteurs traditionnels sur des hautes terres) avaient choisi de

passer des arachides au riz en raison des bénéfices plus élevés et (2) de la production de légumes dans les potagers familiaux où les besoins de main d'œuvre pour la construction de digues a réduit le temps que les femmes pouvaient passer dans leur potager et où de toute façon ils considéraient le riz comme étant plus avantageux.

Ces changements ont eu des implications potentiellement négatives sur le plan à la fois des niveaux nutritionnels (manque de variété dans le régime alimentaire)¹⁴ et augmentation de la vulnérabilité aux chocs naturels (insectes nuisibles, sécheresse). En outre, une augmentation de la quantité d'eau se trouvant derrière les digues pour un temps plus long que prévu a, de façon anecdotique, contribué à une augmentation de la malaria dans les 11 sites de projets, augmentant ainsi la vulnérabilité des ménages aux chocs liés à la santé.¹⁵

2.4.5 Problèmes concernant l'utilisation du dynamisme et de la flexibilité

En Indonésie le projet DELIVERI a travaillé en collaboration avec les organismes du gouvernement pour développer un service sensible et de qualité en ce qui concerne le bétail. Peter Bazeley (1999, http://www.livelihoods.org/static/pbazeley_nn119.html) a remarqué que les difficultés augmentaient quand les parties du projet ne pouvaient pas concevoir facilement un projet qui était plutôt « non physique » dans sa nature et quand il n'existait pas de volonté de s'engager dans celui-ci. En outre, les entrepreneurs ont trouvé difficile de devoir travailler en faisant des efforts aussi flexibles qui se concentraient sur des structures de transformation par opposition à la distribution de produits concrets.

2.4.6 Problèmes concernant la bonne gouvernance et les institutions et les relations macro-micro

En dépit des faiblesses dans son approche, SHABGE a apporté des contributions importantes à la responsabilisation des femmes. Les participants ont signalé des améliorations réelles de leur statut au sein des ménages et de la communauté sous la forme d'augmentation de salaire, d'un rôle plus important dans la prise de décisions des ménages et d'une plus grande mobilité et d'effets réels comme une plus grande confiance en soi. Bien que SHABGE ait apporté des contributions importantes pour aider ces femmes à réaliser des changements dans leur statut, cela n'a engagé ni le district ni les représentants du gouvernement national, minant ainsi l'institutionnalisation de ces réalisations.

2.5 Des contraintes plus importantes

2.5.1 Problèmes concernant les partenariats

Des exemples comme WIN illustrent bien l'idée que le travail en partenariat représente un moyen efficace d'affronter les dimensions multiples de la nature de la pauvreté rurale. En Zambie, le projet IHFSAN (Boîte 14) a essayé de travailler de cette manière pour affronter les multiples problèmes sectoriels. Les changements politiques et institutionnels en cours quand le projet a débuté ont joué un rôle fondamental pour expliquer la faiblesse des partenariats établis sous le projet et le manque ultérieur de réalisations importantes en dépit des nombreuses initiatives de développement entreprises (FAO, 2004).

¹⁴ Il est impossible de commenter les effets réels que la production exclusive de riz a eu sur les niveaux nutritionnels dans la mesure où aucune donnée n'a été recueillie sur ce sujet.

¹⁵ Dans la phase II du projet on a noté ces faiblesses et des plans pour dédier plus d'attention à la culture des hautes terres de même qu'à la culture des basses terres, à la diversification de la production loin de la seule concentration sur le riz pour inclure les activités du potager familiale et de son association avec le secteur de la santé pour affronter les problèmes de malaria ainsi que d'autres maladies véhiculées et le VIH/SIDA.

Boîte 14 Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de la nutrition par le biais de la responsabilisation de la communauté en Zambie

L'objectif d'IHFSAN était d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition à long terme dans la Vallée de Luapula en améliorant au cours de toute l'année l'accès des ménages vulnérables à un régime équilibré. Cela devait se faire par le biais d'un accès croissant à une variété de revenus et de nourritures nutritives, de la nutrition et de l'éducation sanitaire, de la responsabilisation de la communauté et du renforcement des capacités institutionnelles. Le partenariat avec les ministères de la santé, de l'éducation, du développement de la communauté et du bien-être social ont été réalisés pour affronter les questions multi sectorielles tandis que la responsabilité de la mise en œuvre globale appartient au Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des pêches (MAFF).

La décentralisation et la réorganisation au sein de ces institutions ont cependant obligé le personnel restant à partager leur temps entre les tâches du ministère et les travaux du projet, limitant ainsi le temps qu'ils pouvaient consacrer aux activités du projet et créant une certaine incertitude quant aux rôles et aux responsabilités en ce qui concerne les activités liées à la nutrition.

En outre, une tendance est apparue pour la mise en œuvre des intrants techniques et agricoles car la réalisation du projet était supervisée par le MAFF. Des fonds destinés aux activités de santé, à l'eau, à la nutrition et aux capacités de renforcement humaines ont souvent été canalisés vers des activités agricoles et les ressources restantes étaient insuffisantes pour faire face à la forte demande de ces services. Les activités de production de nourriture ont absorbé une quantité disproportionnée de ressources financières et humaines et on a offert peu d'occasions aux communautés pour analyser la façon dont ces stratégies ont été conçues pour satisfaire leurs besoins nutritionnels. Ainsi quoique l'amélioration du statut des groupes vulnérables ait été identifiée comme un objectif fondamental du projet, ce problème a été partiellement affronté.

L'analyse de ces études de cas a montré les principes et les aspects qui ont bien fonctionné et ceux qui ont moins bien fonctionné. Les cas qui ont eu du succès dans l'amélioration du niveau de vie des ruraux pauvres n'ont pas été sans contraintes et ont nécessité une grande attention. Un certain nombre de projets pour lesquels les contraintes étaient évidentes ont choisi d'inclure cette expérience et ont indiqué qu'elles avaient été affrontées ou auraient été affrontées dans les phases successives (Gambie).

3 Principes opérationnels

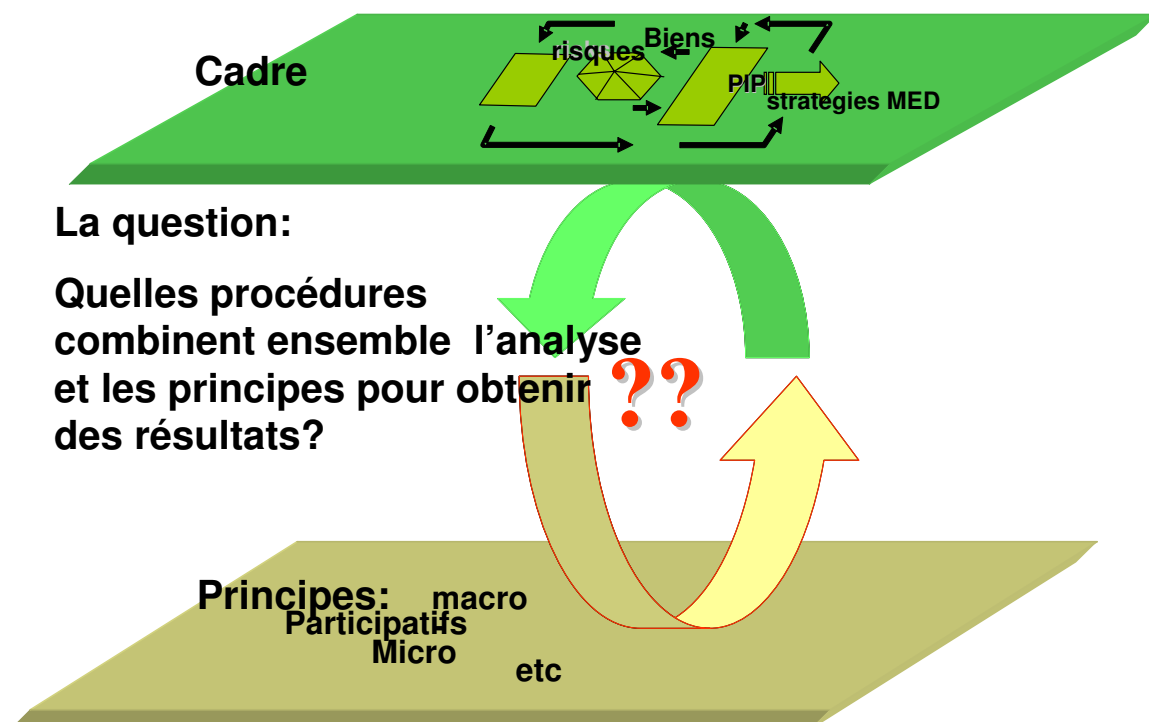
3.1 Lier les principes MED aux actions de soutien MED

La principale difficulté quand on procède à un “travail” d’approche c’est la façon de passer d’une analyse des moyens d’existence dans une situation donnée, à la façon de déterminer les orientations spécifiques pour *faire* réellement quelque chose.

- *Que faire,*
- *Où le faire,*
- *Quand le faire,*
- *comment* faire ce qui est primordial,
- *Qui* le fait.

Les principes MED fournissent des critères selon lesquels les actions peuvent être mesurées mais ils n’indiquent pas quelles actions entreprendre. La question sur la façon dont la combinaison de l’analyse des moyens d’existence et les principes relatifs aux moyens d’existence peuvent contribuer à des actions intelligentes et efficaces est représentée graphiquement ci-dessous.

Comment peut-on combiner une analyse des moyens d’existence avec les principes MED pour vous aider à voir ce qu’il faut faire réellement ? La réponse n’est pas toujours évidente.



Si l'on peut, à priori, répondre facilement à cette question sur la base de la déduction de principes, il peut-être utile de jeter un oeil aux modèles dans les actions de projets réussies et de voir comment ils ont abordé le problème « de mise en oeuvre ».

La question principale est de savoir si tous les principes MED doivent être appliqués *tout* le temps pour parvenir à des résultats. Toner *et a.* par exemple, écrivent que: *'il faut porter une attention à tous les principes afin que l'intervention ait la possibilité de parvenir à des effets durables'* (2004: 3).

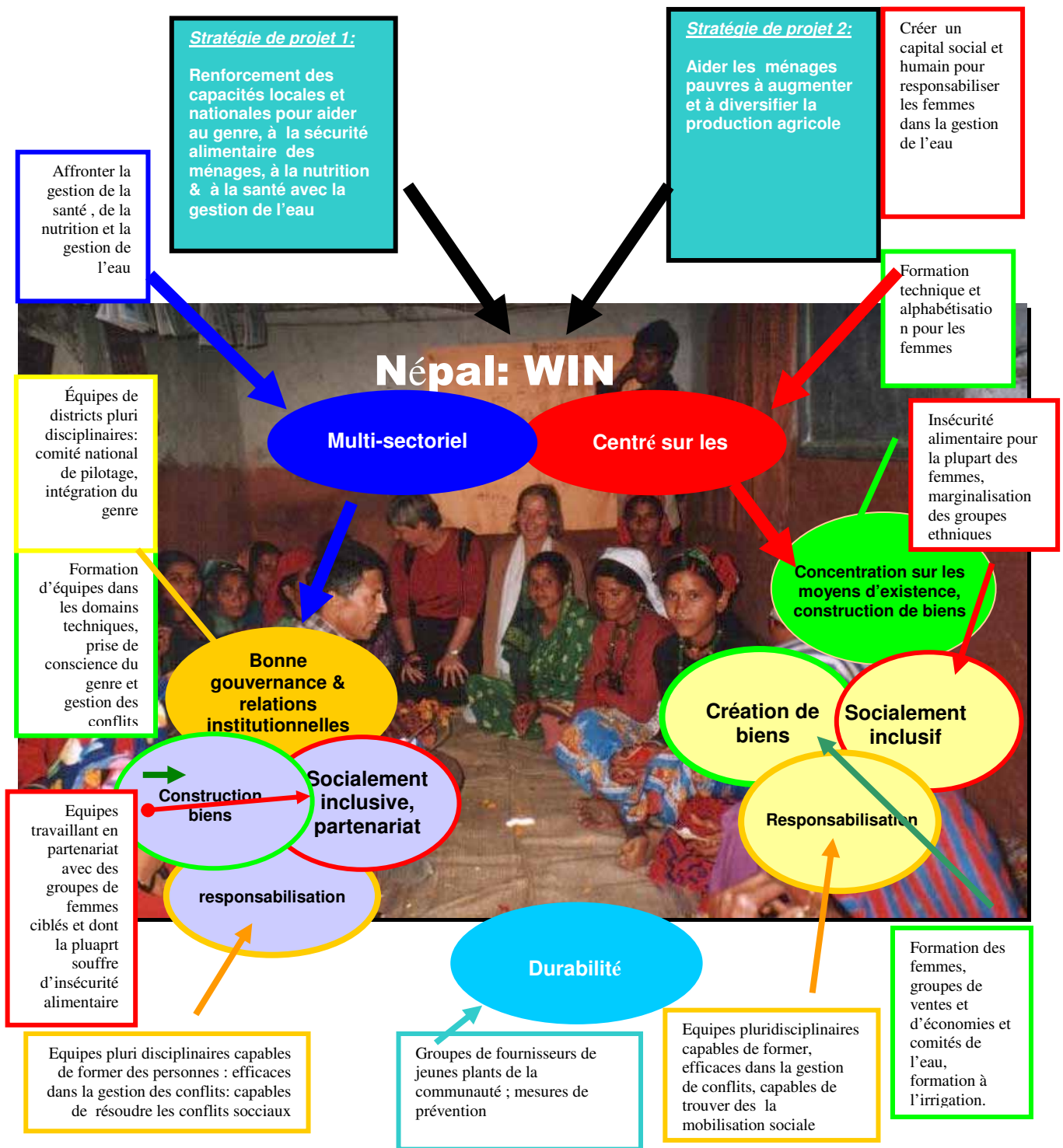
En réalité il semble cependant que très peu de cas peuvent activer ou activent tous les principes MED et que l'on peut parvenir à des effets positifs sans procéder de cette manière. D'où la question concernant les principes réellement nécessaires et comment et quand dans le cycle du projet ont-ils le plus d'influence ?

La trousse à outils "strictement nécessaire" pour une analyse efficace, une bonne planification et le succès final comprend :

- Un ensemble minimum de principes essentiels
- Une compréhension essentielle minimum de la situation relative aux moyens d'existence
- Un ensemble minimum essentiel d'institutions au sens large du terme (groupes d'agriculteurs, ressources de formation, etc.)
- Un ordre des points d'entrée (seulement certains d'entre eux qui semblent évidents depuis le début), des exemples de ces points d'entrée peuvent être :
 - Des améliorations facilement assimilables pour les techniques agricoles de coteau pour réduire la vulnérabilité
 - Des aides aux institutions de crédits locales existantes,
 - Des partenariats pour l'amélioration de la voirie, l'amélioration des situations d'instruction locale et de santé
 - Une franchise pour la synergie, le partenariat, et l'énergie réverbérante.

Le schéma suivant prend en examen certains aspects de la façon dont les principes MED (à côté des principes spécifiques non MED habituels étaient toujours valables) ont été mis en œuvre dans le cas du Népal (Projet WIN, Diagramme 1).

3.2 Lier l'utilisation des principes MED aux activités et aux résultats : le cas de Win au Népal



Le projet WIN (Népal) affronte la vulnérabilité liée à l'insécurité alimentaire et au manque de capitaux humains et sociaux et les conflits

3.3 Ne pas commettre d'erreurs: quand faire le travail et avec qui le faire

Y a-t-il un ordre “bon” ou plus efficace dans l’application des principes MED? Pour chaque partie du cycle de projet (identification préliminaire, mise en œuvre de la planification, évaluation, révision, etc.) y a-t-il certains principes MED qui sont absolument essentiels alors que dans d’autres parties du cycle de projet, l’adhésion à ces mêmes principes peut ne pas être absolument essentielle ? Ou bien, la clé n’est pas dans l’ordre d’application de divers principes mais dans des modèles de mise en oeuvre d’actions ou même de relations de partenariats, de différentes actions et de différentes relations, chacune ayant sa propre constellation associée de principes MED activement mis en oeuvre?

Dans nos études de cas, les données ne sont pas suffisantes pour formuler une réponse définitive à cette question mais elles ont fournies des indications intéressantes et potentiellement utiles grâce à nos tentatives de visualiser les approches à ces questions de différentes manières graphiques.

Le *premier* de ces outils de visualisation concerne la synchronisation lorsque dans le cycle de projet différents principes étaient plus ou moins mis en évidence. Le deuxième de ces outils concerne les modèles de relations et de partenariat institutionnels.

3.4 Quand les principes spécifiques étaient-ils le plus en évidence ?

Si l’on regardait de près, peu de nos études de cas s’avéraient d’avoir suffisamment de séquences de données pour construire la chronologie détaillée que nous recherchions. Les cas du WIN (Népal) et du Shagbe (Bangladesh) étaient pourtant parmi les meilleurs à cet égard. Nous avons essayé d’examiner:

- La synchronisation quand différents principes étaient le plus fortement en évidence (ou quand leur absence était la plus remarquée!) et nous avons vérifié si elles étaient en corrélation avec tous les aspects importants des processus et des résultats du projet
- S’il y avait un modèle commun et évident dans les deux projets en ce qui concerne cette synchronisation.

Veillez prendre note: Les chronologies montrées dans les deux prochaines pages sont présentées comme exemples d’outils. Le détail de ces chronologies n’a peut être pas beaucoup de sens pour les lecteurs pour lesquels les détails de ces projets spécifiques ne sont pas familiers. Ces lecteurs qui veulent comprendre les différentes entrées sont invités à consulter les résumés des études de cas des Matériels supplémentaires (qui est disponible séparément en s’adressant à lsp@fao.org)

Impact du projet sur la pauvreté rurale – leçons tirées de 12 études de cas

Tableau 2. WIN (Népal) Variation dans le temps de la force de la force avec laquelle différents principes MED étaient appliqués
Elaboration rigide du projet, mais l'équipe nationale a travaillé de façon flexible dans les limites et à créé des prérogatives

		2000	2001	2002	2003	
Niveau 1 – Certains moyens pour la mise en oeuvre	Principes					
	Diagnostic holistique					
Niveau 2 – Moyens pour parvenir aux résultats	Analyses ventilées & interventions				Formation et travail avec les femmes qui souffrent d'insécurité alimentaire	
	Dynamiques flexibles, à long-term				L'équipe nationale a travaillé dans les limites et créé des prérogatives	
	Pas strictement sectoriel				Eau, santé, nutrition depuis le début	
	Orientés vers le processus				Renforcement des capacités dans les processus pour que les équipes atteignent leurs objectifs	
	Mise en oeuvre compatible avec le plan		Plan ambitieux, demande de réélaboration mais refusée par le trésorier		Replanification du programme; Evaluations participatives sur les indicateurs locaux; Recommandations pour l'évaluation centrale pas acceptée par le projet	
	Construit sur les forces				Production agricole; capacités des femmes	
	Risques à affronter/ problèmes de vulnérabilité				Concentration sur les besoins de la sécurité alimentaire des femmes	
	Soutiens aux stratégies relatives aux moyens d'existence des pauvres				Les revenus créent des occasions pour les femmes, les femmes intouchables, les Kamayats libérés	
	Concentration sur les moyens d'existence				Les revenus créent des occasions – légumes, bétail, arbres	
	Relation entre les différents niveaux		District local et national mais n'affrontent pas le niveau provincial			
Niveau 3 – Résultats pour obtenir les impacts	Partenariats				Quand OFWM s'est associé au projet GTZ RICW	
	Socialement inclusive				OFWM a travaillé avec les meilleurs agriculteurs, GTZ et RICW ont aidé à travailler avec les plus pauvres	
	Responsabilisation				Les particuliers non associés sont venus ensemble – prise de décisions conjointes	
	Centré sur les gens, réceptif & participatif				Le projet a été élaboré autour des priorités des femmes	
	Améliore la bonne gouvernance et les institutions				Le Comité de pilotage WIN est composé de différentes parties prenantes ; il a travaillé avec les équipes du district	
	Création de biens				Humain, social, financier, physique, naturel sur le plan des ressources productives	
	Affronte la vulnérabilité et augmente la faculté de récupération				Par le biais de l'irrigation. N° a pas travaillé avec les personnes vulnérables qui n'étaient pas dans les régions du projet d'irrigation	
	Assure la durabilité à long terme					

Tableau 3. Ordre chronologique en application des principes MED : SHABGE, Bangladesh (pour plus de détails se référer au Supplemental Materials)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Niveau 1 – Certains moyens pour la mise en oeuvre	Principe					
	Diagnostiques holistiques					
	Analyses ventilées					
	Interventions ventilées					
Niveau 2 –Moyens pour parvenir aux résultats	Dynamique, flexible, à long-term					
	Non strictement sectoriel					
	Orienté vers le processus					
	Mise en oeuvre cohérente avec le plan					
Niveau 3 – Résultats pour orienter les impacts	Construit sur les forces					
	Affronte le risque/ questions de vulnérabilité					
	Soutiens aux stratégies relatives aux moyens d'existence des pauvres					
	Focalisé sur les moyens d'existence					
Niveau 3 – Résultats pour orienter les impacts	Relations entre les différents niveaux					
	Partenariats					
	Socialement inclusive					
	Responsabilisation					
Niveau 3 – Résultats pour orienter les impacts	Centré sur les gens, receptif& participatif					
	Augmente la bonne gouvernance et les institutions					
	Création de biens					
	Affronte la vulnérabilité et augmente la faculté de récupération					

Personnel du terrain réticent à adapter le curriculum FSS

Participants engagés seulement quand la formation

Bien qu'aucun modèle standard ne se dégage de ces tableaux chronologiques, ils aident à visualiser les forces et les lacunes qui ont eu de l'importance sur l'influence de l'exécution du projet.

La mise en œuvre du projet WIN par exemple, a été au début entravée par la réticence du Siège de la FAO à donner la permission au personnel du terrain d'adapter les documents de projet à la situation à laquelle ils faisaient face sur le terrain. L'équipe nationale a cependant trouvé un moyen de travailler avec flexibilité dans ces limites et a réussi à mettre sur pied des prérogatives locales. L'accent qui, dès le début, a été également mis sur l'insistance du travail en partenariat s'est révélé fondamentale pour les résultats du projet. En collaboration avec les ONG, les OIG et les OG, le projet WIN a été capable de travailler avec la plupart des pauvres et des personnes marginalisées aussi bien qu'avec les communautés isolées se trouvant dans des régions de conflit.

En revanche, le cas de SHABGE a accentué la nécessité de certains principes MED – dans ce cas, la flexibilité et la participation - d'être mis en place tout au long de la durée de vie du projet pour parvenir à une réduction durable et efficace de la pauvreté.

3.5 Un modèle institutionnel semblable a été partagé par plusieurs projets couronnés de succès

Scoones (1998) précise qu'il n'est pas suffisant d'analyser les éléments spécifiques dans chaque cas. Il est plus important d'analyser des modèles institutionnels et d'organisations communs qui lient ces éléments entre eux. En plus, des séquences temporelles (ci-dessus) nous avons essayé de les examiner par le biais de la mise en œuvre de plans institutionnels qui mettent en valeur les éléments principaux et les relations dans les cas réussis (Tableau 4).

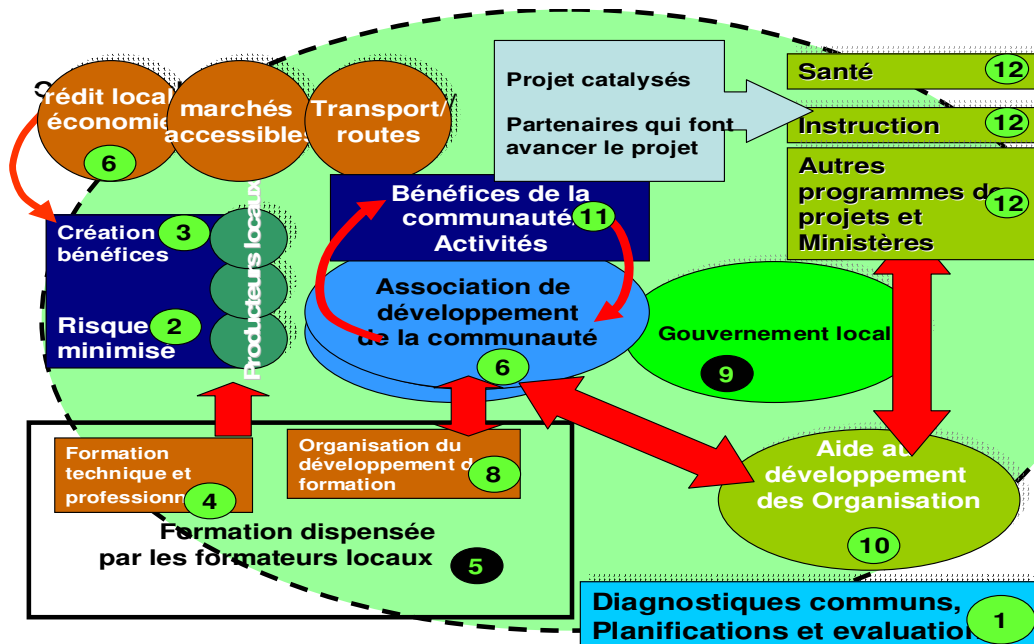
Il serait souhaitable d'identifier un "ensemble minimum" de bons principes de développement nécessaires pour parvenir au succès mais cela n'est cependant pas suffisant. Les principes représentent de bons points de repère mais ils ne sont pas souvent utiles pour élaborer des idées et des conseils concrets pour prendre des décisions concernant les tactiques et les actions spécifiques des stratégies. C'est pour cela qu'il peut être instructif d'examiner ce que certains projets couronnés de succès ont effectué en gardant bien à l'esprit que cela peut être assez différent de ce qu'ils ont affirmé ou planifié au départ.

L'ordre des liens institutionnels et des questions dans plusieurs de nos études de cas indiquent la possibilité que certains projets couronnés de succès ont peut être partagé des modèles de mise en œuvre, comme c'était le cas au Honduras et au Yémen. Il n'est pas très clair si les similitudes dans les modèles mis en œuvre de certains projets couronnés de succès sont issus du contexte de base: Parce que *toutes les personnes* dans les régions où ces projets ont eu le plus grand impact, étaient très pauvres, même par rapport aux normes nationales. Il est également possible que les projets MED puissent simplement fonctionner au mieux dans les régions où tous partagent bon nombre de problèmes identiques (une bonne attribution des approches MED s'avère être plutôt une bonne idée).

Dans le processus d'ébaucher sous forme de schéma les séquences, les processus et les relations de bon nombre des projets couronnés de succès, nous avons remarqué que d'une certaine façon, ils ont montré des modèles de mise en œuvre très semblables. Le modèle de mise en œuvre que l'on a trouvé à la fois dans les projets du Yémen et du Honduras, (à l'origine développé comme une présentation PowerPoint animée) est exposé dans les pages suivantes.

Le plan de mise en oeuvre est plus facile à comprendre si l'on fait bien attention à l'ordre dans lequel les différents éléments sont présentés, comme cela est indiqué et décrit plus en détail dans la liste juste au-dessous du schéma. Pour un ordre animé, on encourage les lecteurs intéressés à consulter la version électronique de ce document, qui est beaucoup plus facile à suivre.

“LA MISE EN OEUVRE DU PLAN”



NB: les chiffres dans le diagramme ci-dessus se réfèrent aux éléments décrits de façon plus exhaustive dans la liste ci-dessous, c'est-à-dire que dans l'ensemble c'est l'ordre utilisé dans les projets sur lequel le tableau est basé

La comparaison entre les deux cas les plus réussis, au Honduras et au Yémen, a révélé des modèles communs à la fois sur le plan de leurs processus opérationnels et de leurs liens institutionnels et dans l'ordre dans lequel ces processus et ces liens ont été introduits.

1. **Diagnostiques réalisés en collaboration, planification et évaluation.** En d'autres termes, la participation continue des bénéficiaires et des parties prenantes tout au long de chaque étape du cycle du projet. Le projet doit être capable de répondre et/ou réagir à des facteurs tels que les faiblesses dans le rendement du projet, les conflits potentiels, le changement social, environnemental et les conditions politiques et économiques.
2. **Minimisation du risque.** Au préalable ou tandis que les nouvelles entreprises sont intégrées, des questions comme l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux chocs naturels ainsi qu'aux autres types de chocs doit être affrontée. C'est ce qui a été fait dans le cas du Honduras grâce aux mesures de rétablissement des ressources naturelles qui à leur tour ont porté à l'augmentation de la production agricole ainsi qu'à celui des niveaux de sécurité alimentaire.
3. **La réalisation de profits** est encouragée grâce à la mise en valeur et/ou l'accroissement des activités à l'extérieur de l'exploitation agricole.
4. **La formation professionnelle et/ou technique** est dispensée de façon à aider et améliorer les stratégies créatrices de bénéfices et pour construire un capital humain.
5. **La formation dispensée par les formateurs locaux et catalysée par le projet** constitue une partie de la stratégie pour constituer "une masse humaine" fondamentale qui continuera d'exister au-delà de l'achèvement du projet, ainsi contribuant à la durabilité à long terme et à la réplique de projets réussis grâce à la présence continue d'un soutien technique.
6. **Les services financiers accessibles localement** (crédits et économies) sont créés ou soutenus et renforcés de façon à soutenir des activités créatrices de bénéfices.
7. Un certain nombre d'**Associations de développement communautaire** (CDA ou d'organisations qui fonctionnent de la même façon) ont été établies pour représenter soigneusement les véritables besoins des ruraux pauvres. Cela facilite la pleine participation des communautés rurales dans le processus de développement et ses négociations avec les autorités locales et nationales ainsi que les autres institutions.
8. **La formation pour le développement de l'organisation** est fournie à ces CDA de façon à les doter des capacités techniques, d'organisation et de gestion nécessaires.
9. Des liens micro- macro sont établis grâce au **gouvernement local** qui s'engage avec les CDA de façon à mieux représenter les besoins des communautés rurales au niveau institutionnel et afin de traduire ces besoins en une politique au niveau national.
10. **Des unités de soutien pour le développement de l'organisation**, qui souvent prend la forme de partenariat avec les ONG nationales et locales, fournissent un soutien financier et technique pour la mise en oeuvre des activités du projet.
11. Les CDA financent les **activités bénéficiant à la communauté** sur la base d'un prêt et d'une partie des bénéfices qui dérivent de ces activités qui sont ensuite orientées vers des CDA de façon à financer les activités futures. Les CDA sont également responsables du suivi et de l'évaluation de ces activités.
12. Des réponses basées sur les **interventions multi-sectorielles** (santé, éducation) sont pilotées par les CDA et le projet. Des interventions réussies dans des secteurs à l'extérieur du mandat principal du projet d'entraide (santé et éducation, par exemple, dans le contexte d'un projet FAO) sont depuis le début effectuées en partenariat avec d'autres projets importants, des programmes et des ministères responsables qui en assument la pleine responsabilité après une période de projet expérimental fructueuse.

4 Quelles sont les implications et les leçons apprises?

Dans les sections précédentes on a saisi l'occasion de rendre compte de la façon dont ces cas ont intégré les principes des moyens d'existence durables (ou ne les ont pas intégrés) et identifier les impacts que ces projets ont eu sur les populations rurales pauvres. La section fournira un inventaire comprenant ce que nous pensons, ce que nous savons et ce que nous ne savons pas encore en fournissant les résultats de cette étude.

4.1 Que croyons-nous savoir?

- *Est-ce que les approches fondées sur les moyens d'existence mènent à la réduction de la pauvreté ?*

Alors qu'une étude supplémentaire est nécessaire, notre analyse initiale suggère que les approches fondées sur les moyens d'existence peuvent vraiment contribuer à la réduction de la pauvreté si elles sont appliquées de façon efficace. Comme nous en avons déjà discuté, tous les cas examinés contenaient des éléments des MED dans une quantité plus ou moins importante bien que les résultats différaient considérablement. Les différents niveaux de succès semblaient être fondés aussi bien sur la quantité et le genre de principes MED appliqués ou la qualité de leur application.

Les cas qui ont rencontré le plus de succès semblaient être ceux qui avaient mis en application la plus grande quantité de principes MED de façon efficace, par exemple, les trois principes spécifiques des MED et un ensemble d'autres principes essentiels. Les projets qui ont connu des niveaux de succès médiocres ont moins été touchés par l'absence de principes MED en soi, mais plutôt par la faiblesse du diagnostic du projet, de son élaboration et /ou de son suivi et de son évaluation. Comme l'indique Diana Carney, *'l'utilité du cadre MED, comme avec n'importe quel outil, est déterminée par l'utilisateur'* (2002: 16), et donc la question de qui est la faute, celle de l'outil ou de l'utilisateur ¹⁶? Devons nous examiner l'approche elle-même ou son exécution sur le terrain ? La réponse à cette question nécessite l'analyse d'un projet qui a spécifiquement été élaboré et mis en oeuvre en utilisant les MED.

- *Quels principes semblent influencer de façon positive les résultats de la réduction de la pauvreté ?*

Nous pensons que les projets doivent appliquer un nombre minimum de principes pour mettre en valeur la phase de réduction de la pauvreté. Ils comprennent ceux spécifiques aux moyens d'existence durables et qui dépendent peut-être du contexte, un mélange de ceux qui ne sont pas spécifiquement MED, mais qui sont considérés comme de bons principes pour un bon développement.

Dans leurs documents intitulés "Au revoir aux projets" les auteurs concluent que les principes MED fournissent un cadre utile de recoupement et que l'on exige une attention à l'égard de tous les principes MED afin de créer un impact durable (Toner *et al.*, 2004; Franks *et al.*, 2004). Afin que cette conclusion soit utile dans la pratique nous devons être capables de comprendre l'ordre dans lequel les principes sont introduits et les mécanismes (les éléments de l'organisation et les relations institutionnelles) qui leurs sont associés. Nous avons fait une tentative préliminaire d'effectuer ceci grâce à des tableaux

¹⁶ Il s'agit d'un point soulevé par Eddie Allison dans ses notes sur 'The Future for the Sustainable Livelihoods Approach' lors de la réunion qui s'est tenue à Bradford, les 24-25 février 2004.

chronologiques et à des plans de mise en œuvre, mais une analyse plus en profondeur est nécessaire dans ce cas.

Il existe un nombre minimum de principes mis en place de façon à ce que le projet parvienne vraiment à la réduction de la pauvreté, c'est la façon dans laquelle ces principes sont mis à exécution et non pas le nombre de principes surtout en soi, qui représente l'élément déterminant du succès. En d'autres termes, la qualité de la planification du projet, sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation restent un facteur fondamental dans la formulation et l'impact des résultats efficaces du projet. Le projet DELIVERI, largement considéré comme un exemple positif des MED dans la pratique, n'a pas affronté chaque principe MED¹⁷, fournissant un exemple que l'on peut parvenir au succès en affrontant une combinaison minimum de principes.

Le cas DELIVERI a également bénéficié de changements politiques opportuns, entre autres facteurs, ce qui place le projet dans une bonne position pour parvenir à la réussite, laissant entendre que le fait d'avoir de bonnes politiques, pratiques ou personnes mises en place pour réussir, comme signalé dans les études sur le Honduras et le Népal ne peut pas être passé sous silence. Le caractère, l'attitude, la vision et la volonté des agents de changement, des coordinateurs de projet, des fonctionnaires du gouvernement, le développement des praticiens, des leaders élus ou non officiels associés au projet peuvent le mener au succès ou l'assister dans son interruption.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet du suivi et de l'évaluation dans l'estimation de l'impact des approches MED ?***

En général, les résultats des stratégies de suivi-évaluation et d'évaluation participative dans les cas rapportés ont offert des résultats variés. Les contraintes avaient tendance à se grouper autour des questions des ressources humaines et de la capacité (des animateurs surmenés ou non formés) aussi bien que des questions de communication et de transport. S'attaquer aux questions d'importance sociale continue à être difficile en comparaison aux données sur des sujets plus techniques. Dans de nombreux cas, on a enregistré des effets sur le rendement agricole mais des données pour montrer les relations avec les salaires, la nutrition, la sécurité alimentaire des ménages ou la santé n'ont pas été enregistrées. Sur une note plus positive, là où les évaluations locales ont atteint des objectifs doubles (par exemple l'utilisation dans la communauté comme un guide pour la prise de décision et également pour fournir des indicateurs nécessaires pour servir les étrangers) comme c'était le cas pour le Honduras, il y a des raisons de croire que l'intégration du suivi et de l'évaluation ainsi que les leçons apprises peuvent être réalisées.

Le manque généralisé de données fiables du suivi-évaluation soulève le problème de savoir si cette lacune pourrait être le résultat de la faiblesse inhérente aux MED elles-mêmes, d'une application incomplète du cadre ou de la difficulté de mettre en œuvre des évaluations participatives. Avec une connaissance incomplète de la façon dont les processus suivi-évaluation ont été entrepris dans chacun des douze cas, nous ne pouvons pas être sûrs des motifs. Une analyse supplémentaire concernant la réponse à cette question peut comprendre un examen de la proportion des budgets de projets qui ont été assignés aux suivi-évaluations dans les cas qui ont réussi à fournir des données de suivi-évaluation apparemment de bonne qualité (Myanmar, Éthiopie, Honduras), et ceux qui ni sont pas

¹⁷ Parmi les six principaux concepts MED (centrés sur les gens; holistiques; dynamiques; construits sur les forces; les liens macro-micro; la durabilité), le projet DELIVERI a été considéré comme utilisant surtout trois d'entre eux (centré sur les gens; holistiques, les liens macro-micro). [http://www.livelihoods.org/lessons/case_studies/lesson-live1.html].

parvenus (Zambie) de façon à comprendre si les suivi-évaluation médiocres sont le résultat d'un manque de ressources humaines et financières (et s'il en est ainsi, combien doit-on allouer pour parvenir à de bonnes suivi-évaluations, d'un manque de temps, d'un manque de bonnes méthodes ou d'un manque d'engagement ?

- ***Que croyons-nous savoir sur la façon de parvenir aux plus pauvres ?***

Nous n'y parvenons pas toujours. De nombreux cas échouent pour affronter les besoins des plus pauvres. Il semble que l'approche fondée sur les moyens d'existence, alors qu'un moyen d'évaluer qui sont ces pauvres, ne parvient pas nécessairement à intégrer le travail avec les plus pauvres. En Zambie, par exemple, les caractéristiques de la vulnérabilité nutritionnelle et de l'insécurité alimentaire ont été identifiées durant la phase préparatoire du projet mais le projet a été lent à affronter les besoins directs nutritionnels et de santé des ménages les plus à risque d'insécurité alimentaire.

L'explication principale à cela semblerait être que de nombreuses interventions de développement, de par leur nature, excluent les groupes les plus vulnérables qui ne possèdent pas le capital de base physique, naturel et financier nécessaires (par exemple, la terre, le travail, le bétail, les semences, les équipements agricoles, les intrants agricoles, l'argent), pour participer à des activités liées à la production et créatrices de revenus. Pour avoir des effets sur les plus pauvres et les groupes les plus vulnérables, il est nécessaire de « recapitaliser » ceux qui n'ont aucun revenu ou biens disponibles pour les investir dans une entreprise de développement. En d'autres termes, les investissements de départ, doivent être effectués afin de fournir le capital de base minimum aux plus pauvres qui peuvent au moins en partie être récupérés après une période appropriée de répit.

Cela a été effectué successivement au Myanmar, où 251 personnes indigentes ont été ciblées par le biais de la distribution à des éleveurs sur une petite échelle (les truies, les lapins, les brebis et les volailles cherchant de la nourriture), une intervention qui a démontré d'être un moyen efficace de créer des changements rapides dans les revenus pour les personnes sans terre à faibles risques et où les coûts de contribution des projets pourraient être récupérés relativement rapidement.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet de la construction des biens?***

Sur le plan de la construction de biens sociaux et humains nous avons remarqué que ces cas mieux réussis ont tendance à être le résultat d'une combinaison de capacités techniques et organisationnelles. Alors que la construction de biens humains, sociaux et financiers est importante, la vulnérabilité et la durabilité à long terme ne peuvent pas être pris en compte sauf si les ressources naturelles desquelles les moyens d'existence dépendent soient gérées et prolongées.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet de la gouvernance ?***

L'amélioration de la bonne gouvernance semble récompenser l'investissement de temps et de ressources. Bon nombre des projets passés en revue ont investis dans différents aspects de gouvernance mais ceux qui ont travaillé en collaboration avec le gouvernement local et national semblaient renforcer la prise de conscience, la capacité de réaction et influencer la politique de façon efficace. Lorsque les gouvernements centraux ont participé aux étapes de planification, on a constaté une plus grande jouissance et disponibilité dans

l'appui aux changements. Quand le vaste éventail de la prise de conscience augmente et que des capacités de leadership sont établies au niveau local (y compris la représentation de groupes communautaires au niveau du gouvernement) il y a moins de possibilités que les changements politiques (les élections du maire) bloquent la mise en œuvre de la politique. Cela place également le gouvernement dans la position de pouvoir négocier avec les donateurs pour d'autres projets ou prolonger ceux qui existent. Norton et Foster (2001) ont examiné la possibilité d'utiliser les MED dans le développement de Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

▫ ***Que croyons-nous savoir au sujet de la durabilité à long terme?***

On en n'a pas fait assez à ce sujet. Il y avait quelques cas qui ont mis en place des mesures pour indiquer la durabilité à long terme, en particulier la durabilité financière, alimentaire et environnementale. Ou nous avons fait peu attention à ceux-ci OU nous ne savons pas encore quoi mettre en place ou de quoi nous occuper sur le plan des témoignages. Bien que n'ayant pas été inclus dans cette étude, il existe des exemples dans lesquels les communautés ont mis sur pied une vision détaillée de la durabilité à long terme permettant de planifier et de prendre des décisions (relatives aux activités de la commune ou des projets internes ou externes) pour savoir si cette action ira dans cette direction (Savory, 1999). Une autre question que l'on pourrait se poser c'est de savoir, si le principe de la durabilité à long terme est entièrement utilisé ou si on doit toujours s'occuper d'établir des stratégies de sortie ?

▫ ***Que croyons-nous savoir au sujet des approches fondées sur les moyens d'existence ?***

Il existe des cas où les moyens d'existence ont été renforcés en intégrant une composante des ressources naturelles (en rendant les pratiques existantes économiquement durables ou en favorisant l'encouragement à éviter les pratiques destructrices). Dans le cas du Yémen, les stratégies relatives aux moyens d'existence mises en place ont été améliorées et de nouvelles stratégies ont été introduites par le biais d'une formation technique et professionnelle en ligne avec le crédit et l'aide aux organisations communautaires. Le Honduras représente un cas clair en ce qui concerne la construction sur des moyens d'existence qui peuvent réduire et/ou éliminer le risque (augmentation ou stabilisation des rendements de haricots et de maïs) avant d'affronter la création de revenus par le biais de différentes stratégies relatives aux moyens d'existence ou la création de nouvelles entreprises.

▫ ***Que croyons-nous savoir des partenariats?***

Les meilleurs projets qui ont été couronnés de succès avaient tendance à être composés de partenaires mixtes et de liens au niveau local national et international. Les deux aspects les plus importants du partenariat sont: a) la complémentarité pour l'avancement des progrès en coût effectif avec chacun des partenaires travaillant à partir de leurs bénéfices comparés et b) le partenariat entre acteurs dont le soutien est nécessaire pour le progrès.

Les projets pris en examen avaient tendance à comprendre des organisations populaires, des organisations affiliées au niveau international et des gouvernements au niveau local et dans certains cas au niveau national. Deux cas ont révélé des partenariats avec les affaires et les industries bien que ces relations aient été abandonnées en début d'étape. Un certain nombre de projets a collaboré avec d'autres organisations locales ou internationales pour faire progresser leur travail.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet des approches plurisectorielles et l'engagement des ministères ?***

Les approches plurisectorielles ont été définitivement mises en oeuvre. Les cas qui ont rencontré plus de succès pour affronter les problèmes des multiples secteurs se sont en même temps investis dans la construction cohérente d'équipes pluridisciplinaires avec des organismes gouvernementaux et une prise de conscience croissante des groupes locaux en ce qui concerne les relations entre les aspects sectoriels du projet (par exemple, l'eau et la nutrition). Ils ont eu tendance à engager de multiples ministères sous formes de comités directeurs ou ils étaient affectés à un niveau de bureaucratie qui remplace celui des ministères. Là où les gouvernements centraux étaient impliqués dans le processus de planification, il était plus facile de passer d'un secteur unique à des secteurs supplémentaires en fonction des besoins du projet (de l'agriculture à l'éducation). Un élément fondamental qui doit être assuré c'est l'engagement aux plus hauts niveaux du gouvernement. L'engagement de différents ministères et/ou de partenaires peut permettre aux approches plurisectorielles d'être mise en œuvre en collaboration même si le projet a une orientation restreinte ou des ressources limitées.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet des stratégies de sortie ?***

Tandis que l'approche MED se prête au renforcement des capacités de façon à ce que des projets "extérieurs" puissent à certains moments voir le jour, on constate un fort besoin de construire explicitement des stratégies de sortie pour le processus élaboré (voir le paragraphe sur la durabilité ci-dessus).

- ***Que croyons-nous savoir au sujet de la responsabilisation?***

Dans un certain nombre de cas, des changements dramatiques ont eu lieu, notamment au niveau des capacités et de la confiance des femmes. Ces cas comprenaient l'acceptation des efforts d'initiative (elles remplaçaient des personnes au niveau intermédiaire), la formation de mobilisateurs sociaux, la création de comités ou la participation à ceux-ci, et elles demandaient même des services, entre autres. D'autres aspects de la responsabilisation sont essentiellement centrés sur le droit à l'accès aux ressources naturelles (Cambodge, Gambie) et la représentation améliorée des groupes de la communauté au niveau du district et au niveau national (Yémen). La responsabilisation était fortement liée à la fois à l'inclusivité sociale, à la nature et à la qualité de la participation.

- ***Que croyons-nous savoir au sujet de la flexibilité et des erreurs dans leur ensemble ?***

La caractéristique d'un projet itérative des projets est un plus pour continuer à apprendre. L'inclusion de la flexibilité pour changer les orientations ou les activités fondées sur de nouvelles connaissances peuvent à la fois améliorer l'apprentissage des participants au projet et celui des chefs de projet. Dans le cas de la Gambie, la stratégie a changé radicalement sur la base de leçons dès les premières phases. Dans le cas du Honduras, l'apprentissage itératif a responsabilisé la communauté et le chef du projet. Dans le cas du Népal, on a constaté un manque de flexibilité parmi les membres de l'équipe, probablement en raison d'une conception ambitieuse ce qui a créé des tensions parmi les exécutants locaux.

Alors qu'il y a un consensus théorique sur l'importance de la flexibilité et/ou des erreurs d'ensemble, il y a quelquefois des difficultés à les mettre en oeuvre dans la pratique. Il y a avait une volonté d'améliorer les projets tout au long de leur durée, et le suivi et l'évaluation participatives ont fourni des moyens pour effectuer des corrections à mi-parcours, cependant, bon nombre de projets ont mis en place des évaluations participatives inefficaces en raison d'un manque de ressources humaines et financières pour les mettre en oeuvre. Cela a souvent empêché de voir la progression de certains projets jusqu'à ce qu'ils soient très avancés.

▫ ***Que croyons-nous savoir au sujet de la complémentarité de l'approche MED ?***

L'approche MED est une itération évolutionnaire logique dans le développement participatif. Parce qu'il est difficile de trouver des cas purement MED, il semble que l'application des principes suive une approche « inclusive et transcendante ». Les approches de développement continueront à être basées sur l'expérience et les leçons apprises avec ou sans une terminologie spécifique.

4.2 Que ne savons-nous pas?

Nous avons déjà mentionné certains aspects au sujet desquels nous avons des connaissances plus limitées dans les sections précédentes. Ici nous en ajoutons quelques autres en plus, essentiellement au niveau « conceptuel ».

- Nous ne savons pas comment un ensemble de cas supplémentaires aurait influencé les résultats de cette étude, mais nous sommes disposés à effectuer des recherches. Il y a également des cas supplémentaires que nous voudrions intégrer de même qu'un certain nombre de cas qui sont au début de la mise en oeuvre ou qui attendent une évaluation et que l'on doit garder à l'esprit.
- Nous ne savons pas si une véritable liste MED « arrive à porter à terme » des efforts qui ont comme objectif de réduire la pauvreté qui existe actuellement. Il semble plus probable que les cas passés en revue étaient destinés aux efforts participatifs et introduisaient une perspective en relation avec les moyens d'existence qui semblaient appropriés.
- Alors que nous avons remarqué que ces cas témoignaient de la réduction de la pauvreté et intégraient des principes en relation avec les moyens d'existence nous sommes incapables de dire de façon inéquivoque si l'approche MED est la meilleure pour réduire la pauvreté par rapport à d'autres approches.
- Alors que nous pouvons facilement spéculer, nous n'avons pas encore de recette pour savoir quels ingrédients portent plus efficacement à une réduction de la pauvreté. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'étude de Bradford (Franks *et al*, 2004) a remarqué que l'ensemble de tous les ingrédients était nécessaire afin de parvenir à des effets positifs.
- Nous ne pouvons pas affirmer que les approches MED sont plus valables, toutefois, dans le cas du Népal, le gouvernement a rapporté que les approches utilisées étaient relativement efficaces étant donné les ressources consacrées.
- Nous n'avons pas assez de preuves pour établir une connection concernant l'échelle des effets et des principes appliqués. Ces cas ont couvert une vaste gamme d'effets, mais il n'y avait pas de données cohérentes sur les quantités et les types de bénéficiaires.
- Nous n'avons pas de données pour indiquer si en ayant influencé les pauvres de façon positive, les principes appliqués empêcheront les pauvres de sombrer dans la pauvreté quand ils devront affronter de nouveaux chocs.
- Alors que nous savons que l'organisation de la communauté et le sens de solidarité sont des composantes essentielles du succès de ces cas, nous ne savons pas quelles organisations de la communauté ont établi les réseaux existants et quels sont ceux qui ont été totalement créés par le biais des activités de projet. Au Honduras, de nouvelles organisations ont été établies en dehors de celles qui existaient. Ce processus a catalysé une évolution plus significative qui était auparavant très inégale au niveau du pouvoir des structures. Dans ce même sens, nous n'avons pas de cas qui n'était pas basés sur un projet, donc nous n'avons pas comparé nos cas avec ceux des efforts endogènes de la communauté et des activités qui mènent à la réduction de la pauvreté sans influences extérieures. Ils serait utile d'effectuer une telle étude à l'avenir.

- Nous ne savons pas à quel stade ils sont maintenant. La plupart des projets seraient susceptibles de fournir des données recueillies « après- projet » mais il était rare que les ressources soient disponibles. Dans plusieurs cas, la capacité des membres de la communauté de faire l'inventaire des progrès continus était présente mais il n'est pas clair si la collecte de données se poursuivra.
- Nous ne savons pas comment les communautés auraient répondu au modèle commun esquissé dans le plan opérationnel (voir Section 2.4).

5 Au lieu d'une conclusion...

Ce rapport représente le début d'une étape dans un procédé d'action de recherche qui nous emmènera à progresser surtout en ce qui concerne les questions soulevées dans ce document et qui sont restées sans réponse. Nous pensons avoir posé de nombreuses questions intéressantes que nous jugeons importantes pour le travail qui reste à effectuer. Ainsi, au lieu de remarques conclusives, *nous voudrions présenter ci-dessus le résumé et la synopsis analytique de cette étude préparée en 2005 pour la réunion du Comité de l'agriculture de la FAO.*

5.1 Résultats

Les MED mettent de l'avant de bons principes de développement et intègrent en particulier des principes associés à :

- a) la construction de biens (humains, sociaux, physiques, financiers et naturels);
- b) la concentration sur les moyens d'existence (comportant des capacités, des biens, et des activités requises comme moyens d'existence);
- c) la réduction de la vulnérabilité au stress et aux chocs ; et
- d) le renforcement de la durabilité.

La revue du bureau suggère que les approches MED peuvent contribuer à la véritable réduction de la pauvreté si elles sont appliquées efficacement. Les cas les plus fructueux semblaient être ceux auxquels on avait appliqué le plus grand nombre de principes MED spécifiques associés à un mélange d'autres principes de développement importants.

Alors que tous les cas qui ont appliqué les principes MED, peu d'entre eux ont mis en œuvre de façon spécifique une approche relative aux moyens d'existence durables en soi. Tous les cas analysés ont démontré jusqu'à un certain point, l'amélioration des biens et de la gouvernance améliorée, (avec des liens à plusieurs niveaux), une attention sur les stratégies relatives aux moyens d'existence pour les pauvres, ainsi que des processus plurisectoriels, participatifs, centrés et orientés sur les gens avec une certaine flexibilité et conduits en partenariat.

En général, les cas ont démontré des améliorations dans les vies et les facultés de récupération des ruraux pauvres grâce à des combinaisons d'augmentation de revenu, de diversification des sources de revenus, de l'amélioration des besoins élémentaires et des services, un meilleur accès aux ressources productives, une augmentation de la production agricole (grâce à la diversification, l'intensification et le surcroît de valeur) et ont amélioré la sécurité et la nutrition des ménages.

Dans un certain nombre de cas des changements spectaculaires ont eu lieu dans les capacités et la confiance des femmes. Un projet FAO au Népal, Femmes et gestion des ressources en eau (WIN) a responsabilisé de façon fructueuse les femmes dans le domaine de la gestion de l'irrigation et fourni un accès aux ressources aux groupes marginalisés alors qu'ils affrontaient des problèmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé. Les interventions de projet comprenant la diversification des systèmes de production, le développement d'entreprises basées sur l'exploitation agricole ont eu un impact sur plus de 2,555 ménages ce qui s'est traduit par une augmentation de revenue et une plus grande sécurité alimentaire. Les femmes ont acquis des capacités grâce aux efforts de groupes de formation y compris des comités d'utilisateurs d'eau, à la participation à la gestion de l'eau et des coopératives d'économies, à des formations pour l'alphabétisation, au leadership, au genre et aux droits des femmes et à l'accès aux technologies bien adaptées aux femmes. Quelques cas seulement se sont concentrés sur la création de richesses

par le biais d'entreprises non agricoles. Au Yémen, le Programme régional de développement à base communautaire de la FAO (CBRDP) a fourni une formation pour améliorer les qualifications techniques, organisationnelles et financières. Une formation professionnelle a été impartie dans 14 domaines différents allant de la menuiserie à la production de céramique. Des formations dans le développement de propositions de projets ont permis à des organisations communautaires nouvellement formées d'obtenir 698 000 dollars américains, pour des fonds de crédit renouvelables destinés au développement local.

Un certain nombre d'études de cas ont démontré une réduction de la vulnérabilité. Le développement rural du Projet du Lempira Sur (PROLESUR) mis en œuvre par la FAO au Honduras, a soutenu le rétablissement des avoirs naturels communaux. La région a été capable de résister aux ravages de l'Ouragan Mitch en encourageant au niveau local une production coordonnée et des technologies de gestion des terres qui imitent les écosystèmes naturels comme la conservation des sols et les interventions de reboisement. Ces efforts alliés à la conservation améliorée et aux technologies de conservation ont permis aux communautés, autrefois bénéficiaires de l'aide alimentaire de conserver un excédent de céréales tout au long des désastres.

5.2 Les problèmes naissants et aperçus

Alors que dans de nombreux cas de résultats positifs ont été signalés, les succès affrontant l'inclusivité sociale et la durabilité à long terme n'étaient évidents que dans quelques cas seulement. Les groupes les plus vulnérables qui ne possédaient aucun bien sur lequel construire ont continué à être marginalisés. La durabilité à long terme, en particulier celle liée à l'environnement est restée un problème. L'évaluation de l'efficacité de l'impact a été entravée dans de nombreux cas par un manque de données suffisantes du suivi et de l'évaluation.

Plusieurs projets réussis, surtout au Honduras et au Yémen, ont montré des modèles extrêmement semblables de mise en oeuvre en ce qui concerne :

- le respect des relations institutionnelles,
- l'enchaînement des actions,
- les diagnostics communs,
- la planification et l'évaluation,
- la minimisation du risque,
- la création de profits,
- la formation technique et la capacitation des formateurs locaux,
- les services financiers accessibles sur place,
- l'établissement ou l'amélioration des associations de développement à base communautaire avec la formation d'organisations de développement,
- les liens et le partenariat avec le gouvernement local et national et les ONG,
- les activités de profits de la communauté
- et les interventions plurisectorielles.

5.3 La direction à prendre

En résumé, le témoignage recueillis des exemples réussis qui ont été explorés suggère que l'intégration efficace des bons principes de développement associés aux MED sont une étape nécessaire dans la réduction de la pauvreté. L'analyse indique que les principes MED qui affrontent l'inclusivité sociale et la durabilité environnementale ont besoin d'être placés au premier plan. L'utilisation de la perspective des « moyens d'existence » associée à une méthodes ainsi que des enchaînements appropriés peut augmenter la qualité d'une vaste gamme d'approches destinées à améliorer les vies des populations rurales pauvres.

6 Sources d'information

6.1 Références et documents passés en revue

- Aaker, J. and J. Shumaker. 1994. Looking Back and Looking Forward: Participatory Monitoring and Evaluation. Little Rock, Arkansas: Heifer International,
- Ashley, C, and D. Carney. 1999. *Sustainable Livelihoods: Lessons from early experience*. London: Department for International Development (DFID) Issues Series.
- Bartlett A., Meyer, J., Kar K., Jay A., Alam Z. and Sarker A. 2004. First Output to Purpose Review Report. CARE Rural Livelihoods Programme. February 2004. Dhaka, Bangladesh: Rural Livelihoods Evaluation Partnership.
- Bartlett, A. 2002. Food for Thought: Selected Outcomes of Rural Livelihoods Projects in Bangladesh supported by DFID and CARE.
- Bartlett, A. 2002a. Impact Study on FFS Activities within SHABGE-DFID Project [Draft]. Dhaka: CARE.
- Bass, S. 2003. Project Document for the Community-Based Regional Development Programme, Phase II, 2004-08 (Draft). Rome: FAO.
- Bass, S. 2003. Designing a pastoral risk management strategy in Mongolia: applying a sustainable livelihoods perspective. IUAES XVth Congress, Florence, Italy. Commission on Nomadic Peoples Session 7-8 July, 2003.
- Baumann, P, M. Bruno, D. Cleary, O. Dubois, X. Flores. 2003. Applying People-Centred Development Approaches within FAO: Some Practical Lessons. Rome: FAO.
- Baumann, P. 2002. Improving Access to Natural Ressources for the Rural Poor. A Critical Analysis of Central Concepts and Emerging Trends from a Sustainable Livelihoods Perspective. Rome: FAO.
- Boudreau, T. & J. Holt. 2000. A Food Economy Report on the Ruba Lomine Project Area for Oxfam Canada and REST: A Food Economy Baseline with an Analysis of Programme Implications. The Food Economy Group.
- Carney, D. (ed.) 1998. Sustainable Rural Livelihoods: What contribution can we make? London: DFID.
- Carney, D. Sustainable Livelihoods Approaches: Progress and possibilities for a change. London: Department for International Development (DFID).
- Cleary, D. 2003. People-Centred Approaches. A Brief Literature Review and Comparison of Types. Rome: FAO.
- Cotula, L. 2002. Improving Access to Natural Ressources for the Rural Poor. The Experience of FAO and Other Key Organisations from a Sustainable Livelihoods Perspective. Rome: FAO.

- DFID. 1999. Sustainable livelihoods guidance sheets.
http://www.livelihoods.org/info/info_guidancesheets.html
- DFID. 2001. Proceedings of the Inter-Agency Forum on Operationalising Participatory Ways of Applying Sustainable Livelihoods Approaches, Pontignano (Sienna), 7-11 March 2000. (<http://www.fao.org/DOCREP/003/X9371E/X9371E00.HTM>)
- Estrella, M. (Editor) Learning from Change: Issues and experiences in participatory monitoring and evaluation. 2000. With J. Blauert, D. Campilan, J. Gaventa, J. Gonsalves, I. Guijt, D. Johnson, and R. Ricafort. Intermediate Technology Publications, International Development Research Centre, London.
- FAO, 2001. Asia-Pacific Conference on Early Warning Prevention Preparedness and Management of Disasters in Food and Agriculture, Chiangmai, Thailand. 12-15 June, 2001.
- FAO. 2000. The Participatory Upland Conservation and Development Project in Pakistan. GCP/INT/542/ITA, 1992-1999. Case study prepared for the Inter-Agency Forum on Operationalising Participatory Ways of Applying Sustainable Livelihoods Approaches, Pontignano (Sienna), 7-11 March 2000.
- FAO. 2001. Terminal Report: Interregional Project for Participatory Upland Conservation and Development, Pakistan (GCP/INT/542/ITA-PAK). Project Findings and Recommendations. FAO: Rome.
- FAO. 2003a. International Summative-cum-Evaluation Workshop Report (31.12.03 Draft) Women in Irrigation and Water Resources Management for Improved Household Food Security, Nutrition and Health. December 16-18, 2003, FAO, Rome
- FAO. 2003b. Report of the Seventeenth Session of the Committee on Agriculture. Rome 23-28 June, 2003.
- FAO. 2004a. Livelihoods Support Program, Sub Programme 3.2: Participatory Policy Making (PPM). Summary Case Study. Lempira Sur Rural Development Projects, March 2004
- FAO. 2002. Empowerment of Women in Irrigation and Water Resources Management for Improved Household Food Security, Nutrition and Health (WIN Project) GCP/INT/FIP. (19 December 2002 Draft for Discussion). WIN Reformulation Workshop Proceedings, December 10-12, 2002, FAO Rome
- FAO. 2003c. SD: TCP/MON/0066 Technical Cooperation Programme. Pastoral Risk Management Strategy, Mongolia. Terminal statement prepared for the Government of Mongolia by the Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, 2003
- FAO. 2004b. FAO Progress Report, Trust Fund Programme. 2003 Annual Report (KE Draft 08.01.04) United Nations Foundation GCP/INT/750/FIP, Empowerment of Women in Irrigation and Water Resources Management for Improved Food Security, Nutrition, and Health.
- Frankenberger, T. 2000. What Indicators can be used for Impact Assessment? Inter-Agency Forum on Operationalising Participatory Ways of Applying Sustainable Livelihoods Approaches, Pontignano (Sienna), 7-11 March 2000.

- Franks, T., A. Toner, I. Goldman, D. Howlett, F. Kamuzora, F. Muhumuza, T. Tamasane. 2004. Goodbye to Projects? The Institutional Impact of Sustainable Livelihoods Approaches Development Interventions. Department for International Development
- Gotts, K. (ed). 1998. Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme. A Joint Evaluation Report Prepared for Oxfam Canada and the Relief Society of Tigray (REST). March 1998.
- Human Development Index. [<http://www.unhchr.ch/development/poverty-02.html>].
- Hussain, K. 2002. Livelihoods Approaches Compared: A Multi-Agency Review of Current Practice. [<http://www.livelihoods.org/info/docs/LAC.pdf>].
- IMM Ltd. 2004. Poverty Impact Assessment Guide. [<http://www.ex.ac.uk/imm/>].
- Lama, K. A Model of Exemplary Collaboration in Khari Tole, Tikha VDC of Doti District. 2002. Process of project implementation of “Empowerment of Women in Irrigation and Water Resources Management for Improved Food Security, Nutrition and Health” supported by UNF/FAO (GCP/INT/750/FIP)
- Noble, R. 2003. Collaborative Learning to Achieve Sustainable Livelihoods. A Final Evaluation Report of the Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme. [http://www.livelihoods.org/lessons/docs/Oxfam_Eval.pdf].
- Norton, A. and M. Foster. 2001. The potential for using sustainable livelihoods approaches in poverty reduction strategy papers. Final Report. March 2001. London: ODI.
- Oxfam Canada/REST. 1998. Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme. Phase II Proposal.
- Oxfam Canada/REST. 2000. Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme. Programme Implementation Plan, December 1, 1999 to November, 2002.
- Oxfam Canada/REST. 2001. Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme, Phase II. Annual Report, December 1, 1999 to March 31, 2001.
- Oxfam Canada/REST. 2003. Ruba Lomine Integrated Rural Development Programme, Phase II. Final Report, December 1999-March 2003.
- Pandey, A. with K.K. Shrestha, N.D. Pandey, P. Bhattarai, T. Pradhan, K. Lama. Report of the WIN Nepal National Summative Self Assessment Workshop on the Empowerment of Women in Irrigation for Improved Household Food Security, Nutrition, and Health (WIN) Project of FAO.
- Rathberger, E. 2003. Dry Taps: Gender and Poverty in Water Resource Management. FAO: Rome. [<http://www.fao.org/DOCREP/005/AC855E/ac855e00.htm#Contents>].
- REST. 2002. Ruba Lomine Integrated Development Programme. Annual Report on Labour Poor Female Headed Households, November 2001 to October 30, 2002.
- Savory, A. with J. Butterfield. 1999. Holistic Management: A new framework for decision making. New York: Island Press.
- UNDP. 2003. Community-Based Regional Development Programme. Participatory Impact Trends Assessment, Al-Makha. Sana’a: UNDP.

UNDP. 2003. Impact Assessment Report on the Community-Based Regional Development Programme, Yemen (Draft). Sana'a: UNDP.

Wilson, P. & Z. Hussain. 2002. CARE SHABGE-DFID Partnership Review. Dhaka: CARE.

6.2 *Contacts et Interviews*

Les personnes suivantes ont été engagées avec différentes qualifications et lors des différentes étapes de la réalisation de ce document. La principale équipe d'étude de la FAO a été étroitement impliquée dans les projets sélectionnés et dans les principes de développement, les hypothèses et les indicateurs avec lesquels les analyser et les évaluer. L'équipe d'étude de la FAO a pris part à des sessions de brainstorming au début des phases d'élaboration du projet pour développer et classer les principes en fonction de l'importance des MED et pour élaborer un ensemble d'hypothèses pour permettre aux consultants d'analyser et d'évaluer les études de cas. Les participants aux ateliers ont apporté une contribution valable à la progression du document et ont suggéré d'autres secteurs dans lesquels effectuer des études supplémentaires. Les interviewés ont été contactés de façon à obtenir des informations plus détaillées sur les projets sur lesquels et ils ont travaillé, pour revoir les résumés des études de cas élaborés par les consultants ainsi que pour chercher d'autres études de cas d'importance potentielle pour notre étude.

Nous souhaitons remercier pour leurs contributions à la réalisation de ce document tous ceux qui ont pris le temps de nous parler ou de nous écrire ou de participer aux sessions de brainstorming et aux ateliers.

Principale équipe d'étude de la FAO

Nom	Service
Marta Bruno	Consultant
Alice Carloni	TCIP
Jan Johnson	SDAR
Constance Neely	Consultant
Kirsten Sutherland	Consultant

Extension de l'équipe d'étude FAO (en plus de l'équipe principale d'étude)

Nom	Service
Stephan Bass	SDAR
Stephan Dohrn	SDAR
Olivier Dubois	SDAR
Antonia Engel	FONP
Siobhan Kelly	AGSF
Andrew Murray	SDAR
Paola Termine	SDAR
Hiroko Yashiki	SDAR

Participants à l'atelier du 14 Avril 2004 (en plus de l'équipe principale d'étude)

Nom	Service
Bernd Bultemeier	PBEE
Bill Seiders	SDRE
Brian Thompson	ESNP
Charlotte Masiello-Riome	GILF
David Kahan	AGSF
Doyle Baker	AGSF
Hiroko Yashiki	SDAR
Ilaria Sisto	SDWW
Jennie Dey-De Pryck	ADRD

--	--

Manuel Paveri	FONP
Marcelino Avila	SDA
Olivier Dubois	ARDR
Raymon Van Anrooy	FIPP
John Dixon	AGSF

Entretiens

Nom	Organisation	Projet
Karel Callens	FAO (ESNP)	Luapula Valley, Zambie
Florence Egal	FAO (ESNP)	WIN, Népal
Abdoulaye Toure	FIDA	LADEP, Gambie
Perin Saint' Ange	FIDA	SADEFP, Mali
Micheline Dutroux	FIDA	SADEFP, Mali
Luca Fe d'Ostiani	FAO (ARDR)	Upper Pirai, Bolivie
Ian Cherrett	FAO (ARDR)	Lempira Sur, Honduras
Fabio Pittaluga	FAO (FIDP)	SFLP, Afrique occidentale
Benoit Horemans	FAO (FIDP)	SFLP, Afrique occidentale
Eddie Allison	Overseas Development Group	SFLP, Afrique occidentale
Julia Wolf	FAO (ARDR)	SHABGE/GO-INTERFISH, Bangladesh
Daniel Renault	FAO (AGLW)	WIN, Népal
Robin Marsh	U.C. Berkeley	Autres cas possibles
Ilya Rosenthal	FIDA	Projets multiples
Kathy McCaston	CARE	Général
Karlyn Eckman	Freelance consultant	WIN, Népal
Peter Bazeley	DFID	DELIVERI, Indonésie
Sabona Mtisi		Zimbabwe

Echanges courrier électronique

Nom	Organisation	Projet
Tim Frankenberger	TANGO International	Général
Martin Hanratty	USAID	Général
Tim Mahoney	USAID	Général
Astrid Agostini	FAO (AFSCM)	Bondo District & ARLMP, Kenya
Kath Pasteur	Institute of Development Studies	Général
Loretta Payne	CARE Bangladesh	SHABGE/GO-INTERFISH, Bangladesh
Christine March	DFID Bangladesh	SHABGE/GO-INTERFISH, Bangladesh
Lucie Lalanne	Oxfam Canada	IRDP, Ethiopie
Peter Reid	DFID	WORLP, Inde
Olga Ramaromanana	Chemonics International	LDI, Madagascar
Ellen Muehlhoff	FAO (ESNP)	Luapula Valley, Zambie

6.3 ACRONYMES

AMED	Approches relatives aux moyens d'existence durables
CBRDP	Programme régional de développement à base communautaire
CDO	Organisation de développement communautaire
COAG	Comité de l'agriculture
CODECO	Conseil de développement de la communauté
CODEMS	Conseil de développement municipal
DELIVERI	Services d'élevages décentralisés en Indonésie orientale
DFID	Département pour le développement international du Royaume – Uni
EB	Organe exécutif
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FFS	Ecole d'agriculture de terrain
FT	Formateur professionnel agricole
GTZ	Agence allemande de la coopération technique
IDRP	Programme de développement rural intégré
IHFSAN	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages
LADEP	Programme de développement agricole des basses terres
MAFF	Ministère de l'agriculture de l'alimentation et des pêches
PCD	Développement centré sur la population
PAME	Programme d'appui aux moyens d'existence
PNUED	Programme des Nations Unies pour le développement
PRA	Evaluation rurale participative
PRSP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
PUCD	Développement et conservation participative des terres d'altitude
SHABGE	Renforcement de l'accès des ménages de Bari Garden aux Services de vulgarisation
MED	Moyens d'existence durables
WIN	Prise en charge par les femmes de la gestion des ressources en eau et des ressources naturelles pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé (WIN)

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LE LSP

Le Programme d'appui aux moyens d'existence (LSP) se compose des sous-programmes suivants :

Amélioration de l'accès aux ressources naturelles

L'accès de la population pauvre aux ressources naturelles est essentiel pour une réduction durable de la pauvreté. Les populations rurales ayant un accès restreint ou inexistant aux ressources naturelles, sont vulnérables du fait des difficultés à obtenir leur nourriture, à accumuler des biens et à se rétablir à la suite de périodes de troubles et de malheurs

Participation, politique et gouvernance locale

La population locale, en particulier la plus pauvre, a souvent une influence faible ou indirecte sur les politiques qui affectent ses moyens d'existence. Souvent, les politiques développées de manière centralisée, ne répondent pas aux besoins de la population locale et ne permettent pas aux ruraux pauvres d'avoir accès aux services et biens nécessaires à l'amélioration de leurs moyens d'existence.

Diversification des moyens d'existence et développement de l'entreprise

La diversification peut aider les familles à se protéger des chocs, tendances et saisonnalités économiques et environnementaux, réussissant ainsi à être moins vulnérables. La diversification des moyens d'existence est complexe, le développement de l'entreprise est l'une de ces stratégies.

Gestion de conflits sur les ressources naturelles

Les conflits sur les ressources naturelles sont d'habitude occasionnés par les disputes pour le contrôle ou l'accès aux ressources fondamentales, moyens d'existence de nombreuses populations pauvres. En conséquence, les chocs causés par ces conflits augmentent la vulnérabilité des plus pauvres.

Apprentissage institutionnel

Le sous-programme d'apprentissage institutionnel a été mis en place pour s'assurer que les leçons données par l'application d'approches en terme de moyens d'existence durables dans les travaux de groupe interdépartementaux et intersectoriaux soient identifiées, analysées et évaluées en vue de permettre un retour d'informations pour le programme.

Renforcements des capacités dans différents contextes culturels

Le sous-programme de renforcements des capacités est fournisseur de service pour l'ensemble du programme, chargé de développer un programme de formation qui réponde aux besoins et priorités identifiés par les autres sous-programmes.

Incorporation des approches des moyens d'existence durables sur le terrain

La FAO développe des projets de gestion de ressources d'un budget de plus de 1.5 milliards de dollars américains chaque année. Prenant en considération que l'agriculture sur une petite échelle continue d'être la principale source de moyens d'existence de la population pauvre à l'échelle mondiale, si certains de ces projets pouvaient être améliorés, l'impact serait considérable.

Service d'assistance sur les moyens d'existence durables

Un service d'assistance a été créé afin de répondre aux demandes internes de la FAO en vue d'aider toute personne demandeuse à intégrer dans les nouveaux programmes et dans ceux en cours, les différentes approches en terme de moyens d'existence durables et centrées sur les personnes.

Pour plus d'informations sur
le Programme d'appui aux moyens d'existence,
veuillez contacter le coordinateur du programme
à l'adresse électronique suivante:
LSP@fao.org

DOCUMENTS DE TRAVAIL LSP - décembre 2005

- Baumann P., (July 2002) **Improving Access to Natural Resources for the Rural Poor: A critical analysis of central concepts and emerging trends from a sustainable livelihoods perspective.** FAO, LSP WP 1, sous programme Accès aux ressources naturelles.
- Cotula L., (August 2002) **Improving Access to Natural Resources for the Rural Poor: The experience of FAO and of other key organisations from a sustainable livelihoods perspective.** FAO, LSP WP 2, sous programme Accès aux ressources naturelles .
- Karl M., (August 2002) **Participatory Policy Reform from a Sustainable Livelihoods Perspective: Review of concepts and practical experiences.** FAO, LSP WP 3, Sous -programme de la participation, de la politique et de la gouvernance locale. Également disponible en espagnol et en français
- Warren P., (December 2002) **Livelihoods Diversification and Enterprise Development: An initial exploration of Concepts and Issues.** FAO, LSP WP 4, Sous-programme de la diversification des moyens d'existence et du développement des entreprises.
- Cleary D., with contributions from Pari Baumann, Marta Bruno, Ximena Flores and Patrizio Warren (September 2003) **People-Centred Approaches: A brief literature review and comparison of types.** FAO, LSP WP 5, Approches centrées sur les gens dans différents contextes culturels. Également disponible en français et en espagnol.
- Seshia S. with Scoones I., Environment Group, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK (November 2003) **Understanding Access to Seeds and Plant Genetic Resources. What Can a Livelihoods Perspective Offer?** FAO, LSP WP 6, sous programme Accès aux ressources naturelles
- Biggs S. D., and Messerschmidt D., (December 2003) **The Culture of Access to Mountain Natural Resources: Policy, Processes and Practices.** FAO, LSP WP 7, sous programme Accès aux ressources naturelles.
- Evrard O., (Janvier 2004) **La mise en oeuvre de la réforme foncière au Laos : Impacts sociaux et effets sur les conditions de vie en milieu rural** (with summary in English). FAO, LSP WP 8, sous programme Accès aux ressources naturelles
- Ellis F., Allison E., Overseas Development Group, University of Anglia, UK (January 2004). **Livelihood Diversification and Natural Resource Access.** FAO, LSP WP 9, sous programme Accès aux ressources naturelles, Sous-programme de la diversification des moyens d'existence et du développement des entreprises.
- Hodgson S., (March 2004) **Land and Water – the rights interface.** FAO, LSP WP 10, sous programme Accès aux ressources naturelles
- Mitchell R. and Hanstad T., Rural Development Institute (RDI), USA, (March 2004). **Small homegarden plots and sustainable livelihoods for the poor.** FAO LSP WP 11, sous programme Accès aux ressources naturelles. Également disponible en Bahasa.
- Hanstad T., Nielsen R., Brown J., Rural Development Institute (RDI), USA, (May 2004) **Land and Livelihoods: Making land rights real for India's rural poor.** FAO LSP WP 12, sous programme Accès aux ressources naturelles
- Fisher R.J., Schmidt K., Steenhof B. and Akenshaev N., (May 2004) **Poverty and forestry: A case study of Kyrgyzstan with reference to other countries in West and Central Asia.** FAO LSP WP 13, sous programme Accès aux ressources naturelles.
- Cotula L. and Toulmin C. with Vlaenderen H.V., Tall S.M., Gaye G, Saunders J., Ahiadeke C. and Anarfi J.K. (IIED) (July 2004). **Till to tiller: Linkages between international remittances and access to land in West Africa.** FAO LSP WP 14, sous programme Accès aux ressources naturelles.
- Baumann P., Bruno M., Cleary D., Dubois O. and Flores X., with contributions from Warren P., Maffei T. and Johnson J. (March 2004) **Applying people centred development approaches within FAO: some practical lessons.** FAO LSP WP 15, Sous programme sur l'approche centrée sur les gens dans différents contextes de développement.Également disponible en anglais et en français.
- Neely C., Sutherland K., and Johnson J. (October 2004) **Do sustainable livelihoods approaches have a positive impact on the rural poor? – A look at twelve case studies.** FAO LSP WP 16, sous programme d'apprentissage institutionnel.
- Norfolk S. (2004) **Examining access to natural resources and linkages to sustainable livelihoods: A case study of Mozambique.** FAO LSP WP 17, sous programme Accès aux ressources naturelles
- Unruh J., (2004) **Post-conflict land tenure: using a sustainable livelihoods approach.** FAO LSP WP 18, sous programme Accès aux ressources naturelles.
- Eckman, C. (2005) **Lessons Learned by the WIN Project on Livelihoods Diversification and Enterprise Development: An Overview of WIN LDED-related Activities in Cambodia, Nepal and Zambia.** FAO LSP WP 19. Sous-programme de la diversification des moyens d'existence et du développement des entreprises.
- Warren, P. (2005) **Between the Household and the Market: A livelihoods analysis of SPFS seed multiplication in Southern Guatemala.** FAO LSP WP 20. Sous-programme de la diversification des moyens d'existence et du développement des entreprises

Le programme d'appui aux moyens d'existence (LSP)

Email: LSP@fao.org

De l'extérieur de la FAO:

http://www.fao.org/sd/dim_pe4/pe4_040501_en.htm

De l'intérieur de la FAO:

<http://intranet.fao.org/en/departments/sd/en/projects/lsp/index.html>